

Chères camarades et chers camarades du Gruppe für revolutionäre arbeiterrinnenpolitik,

Le 16 février, le GRA a adressé au Collectif révolution permanente une lettre détaillée qui porte en grande partie sur l'Appel d'août 2003 du Collectif à une conférence internationale. Vous nous aviez communiqué auparavant vos thèses sur la 4^e Internationale. Veuillez excuser notre lenteur à vous répondre, qui tient à l'extrême faiblesse de l'appareil du Collectif et aussi à nos insuffisances linguistiques.

1. Les 21 points de 2003 ne sont pas le dernier mot du Collectif

Comme vous le savez, notre regroupement international est issu d'un rapprochement, au feu de la crise révolutionnaire argentine, de fragments venant de trois traditions différentes : le Comité international de la 4^e Internationale trotskyste de 1953 (GB France), le SIQI révisionniste pabliste de la même époque via sa branche moréniste (GOI-CI Chili, LOI-CI Argentine) et le courant cliffiste via la LICR proclamée en 1989 à partir du travail international d'un groupe britannique qui s'était dégagé du révisionnisme cliffiste (CWG Nouvelle-Zélande, LM Pérou). Le travail commun a abouti à une déclaration sur l'Irak (janvier 2003) et à un Appel aux trotskystes principaux et aux organisations ouvrières révolutionnaires (août 2003).

À peine le Collectif était-il apparu sur la scène politique que la direction Munzer-Novak de sa plus grosse composante, la LOI-CI, a entrepris de détruire le groupe du Pérou, traité de polpotiste, puis de liquider le Collectif lui-même. La LOI a entraîné ses satellites du Chili et de Bolivie, ainsi que le CWG, dans un « Comité de liaison » qui abandonnait les 21 points. Le CL, constitué sans programme avec des groupes du Brésil, d'Argentine et de France partisans du front uni anti-impérialiste (qui avait été explicitement répudié dans l'Appel), vient de disparaître sans gloire, comme nous l'avions prédit à sa constitution.

Face à la mise sur pied d'un « bureau de Buenos Aires » contre le Collectif, à l'adaptation au nationalisme pan-latino et aux calomnies morénistes, nous avons su tirer quelques leçons pour l'avant-garde : polémique de LM contre la LOI-CI sur la perspective de regroupements de type Zimmerwald délibérément centristes, thèses du GG sur la bureaucratie ouvrière et l'aristocratie ouvrière, réponse du GB au POR Argentine et à la FT Brésil sur le Comité de liaison sans programme.

Le Collectif a survécu à cette première crise. D'abord, il s'est délimité plus précisément (charte du bulletin *Révolution Permanente*), il a élaboré des documents sur plusieurs aspects de la lutte des classes mondiales : attentats de Londres, émergence de formes soviétiques en Bolivie, émeutes dans les quartiers pauvres de la France, multiplication des Etats en Europe et tentative de doter l'UE d'une constitution, défense de l'Iran contre les menaces d'intervention militaire... Ensuite, les groupes qui le composent sont tous intervenus, à la mesure de leurs moyens, dans la lutte des classes à l'échelle locale. Enfin, il a noué des liens avec des révolutionnaires grecs qui déboucheront, nous l'espérons, sur l'intervention du Collectif révolution permanente dans ce pays.

Nous laissons à l'histoire les instructifs débats entre le Groupe bolchevik et la LOI-CI qui ont débouché sur l'adoption des 21 points et de leur préambule. Le Grupo Germinal Etat espagnol, qui est issu comme le GB du CI de la 4^e Internationale constitué par James Cannon, Marcel Bleibtreu, Gerry Healy and Peng Shuzhi (puis du combat de Stéphane Just), a adhéré ultérieurement au Collectif avec sa propre appréciation. Trois ans après son adoption, toutes les composantes du Collectif font une analyse critique de l'Appel. Par conséquent, le BP du Collectif considère l'Appel de 2003 et ses 21 points de délimitation comme partiellement dépassés. Cependant, nous acceptons volontiers d'en discuter avec le GRA, afin d'établir une base de principe qui nous permettra de combattre ensemble, dans la même organisation, révolutionnaire et démocratique.

Pour cela, nous répondrons au problème que vous placez en premier, comme le plus important, celui du programme (I), avant d'examiner les divergences que vous soulevez sur la période (II) et de traiter des questions de stratégie et de tactique que vous énumérez (III).

I. LE PROGRAMME DU COMMUNISME ET LES PROGRAMMES DES COMMUNISTES

Vous posez la question de savoir si le programme du Collectif est son Appel de 2003 ou le programme de 1938 :

Vous parlez sans cesse de « votre programme »... Si, par la mention « notre programme », devait être entendu le programme de transition de 1938, nous avons un problème dont nous devrions discuter sérieusement. Si on mentionnait par là vos 21 thèses, nous avons aussi un problème, mais probablement seulement de terminologie. Car ces « accords programmatiques » ne remplissent pas selon notre opinion les exigences d'un programme.

Nous ne savons pas ce que la direction de la LOI-CI entendait par « notre programme » ; en ce qui concerne le Collectif, quand nous parlons de « notre programme », nous désignons le programme *historique* du prolétariat, pas seulement les 21 points de 2003, pas seulement *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale* de 1938.

2. Notre discussion sera facilitée si nous distinguons le programme historique et les documents programmatiques formels

La méthode de Marx, qui est dialectique, le conduit souvent à employer des concepts de manière souple et mobile. En effet, il travaille des *rapports*, passant d'une contradiction à l'autre en fonction de l'objet de son étude et de la progression de l'analyse. Il en est ainsi de la plupart des catégories qu'il emploie : mode de production, forces productives, classe, parti, programme... Par exemple, quand Marx parle de parti, tantôt il l'entend au sens historique, comme l'expression consciente des travailleurs, tantôt il s'agit d'une organisation concrète existant à un moment donné. De même, le programme peut désigner quelque chose de plus large qu'un programme.

La théorie communiste, communément appelée « marxisme », obéit elle-même aux lois de la dialectique. Elle n'est pas invariante, apparue d'emblée sous sa forme parfaite et définitive, telle la déesse Aphrodite. La théorie communiste est née avec la lutte des classes moderne, elle se développe avec le renforcement numérique du prolétariat et avec l'actualité de la révolution socialiste qui découle lui-même du déclin historique du capitalisme, elle disparaîtra avec l'extinction des classes. S'il y a bien une unité du programme communiste au fil du temps, le programme formel de la 3^e Internationale était plus avancé que celui de la 2^e Internationale ; celui de la 4^e Internationale représente un progrès. Le marxisme s'affirme sur un mode contradictoire, incorporant tel ou tel élément scientifique produit par d'autres corpus, retrouvant un élément oublié ou mal compris, combattant sans cesse ceux qui veulent l'édulcorer, le réviser.

Tout en sentant le problème (quand vous relevez à juste titre qu'il est incomplet et qu'il faut aussi le mettre à jour), vous avez tendance à réduire le programme au modèle du *Programme de transition* adopté à la conférence de fondation de la 4^e Internationale. Il suffirait de garder la « méthode », c'est-à-dire la transition :

La logique transitoire élaborée dans le programme de transition est pour nous la méthode centrale pour la constitution d'un nouveau programme révolutionnaire.

Le Collectif ne nie pas l'avancée qu'a représentée l'élaboration d'un programme de revendications pour passer de la situation objective du prolétariat au sein du capitalisme en déclin à la nécessité pour lui de prendre le pouvoir. Il ne nie pas non plus la nécessité de l'actualiser, 70 ans après son adoption. Mais il faut insister : *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, dit *Programme de transition*, n'était pas le programme de la 4^e Internationale, contrairement à une idée répandue dans le « mouvement trotskyste ».

3. Le programme de la 4^e Internationale (1933-1953) ne se bornait pas au « Programme de transition »

La 4^e Internationale n'était pas dépourvue de tout programme avant 1938. En 1935, une fraction du GBL lança, après l'expulsion des bolcheviks-léninistes du PS-SFIO, des « groupes d'action révolutionnaires » autour d'un prétendu « journal de masse » intitulé *La Commune*, sur une plateforme minimale, malgré la décision de la majorité de la section française et contre l'avis du Secrétariat international de la LCI (voir Nicolle Braun, *L'Organe de masse*, 1935, reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI* n° 53). Autrement dit, Raymond Molinier & Pierre Frank jetaient le programme par-dessus bord, ils refusaient de défendre l'entièreté du programme, dans l'espoir de gains rapides, une politique qui sera souvent imitée par les épigones de Trotsky. Dans une polémique avec les scissionnistes, Trotsky expliqua :

*Est-ce que nous nous sommes jamais préoccupés de la « prépondérance » d'organisation ? Il s'agit pour nous d'un programme, qui correspond à la situation objective. Si une autre organisation plus large que la nôtre accepte ce programme (non en paroles, mais dans les actes), nous sommes prêts à fusionner sans la moindre prétention de prépondérance. Voyez les Etats-Unis et la Hollande. Mais dans la lettre de P. Frank, dans toute sa pensée (comme dans le fameux appel de La Commune) il n'y a aucune mention du programme, et non sans raison : le programme, c'est un obstacle sérieux pour la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous autres croyons que le programme détermine tout. (Léon Trotsky, Lettre au comité central du Groupe bolchevik-léniniste, 1935, in *Œuvres* t. 7, EDI, p. 197)*

Bien que Trotsky mentionne à plusieurs reprises dans sa lettre « le programme », il ne s'agit pas du *Programme de transition*, qui a été adopté trois ans plus tard ; quand il dit : « le programme détermine tout », il fait allusion, à notre avis, au programme au sens large, au programme historique, à la substance de tous les documents formels adoptés par l'Opposition de gauche internationale puis la LCI (BL). Par exemple, le manifeste de la conférence d'alarme de la 4^e Internationale tenue en 1940 mentionne bien que le programme était constitué de plusieurs documents :

Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. (La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, GB, p. 33)

Cette « série de documents » comprend à notre avis, outre le programme de transition, les autres résolutions issues de la conférence de fondation de la 4^e Internationale en 1938 (*Manifeste aux travailleurs du monde entier, Résolution sur la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient, Appel pour la classe ouvrière espagnole...*), mais

aussi les textes adoptés précédemment. Sans parler de l'Opposition de gauche russe, ceux de la réunion internationale de l'OGI de 1930 ; la *Déclaration des 4* (OGI, SAP, RSP et OSP) de 1933 et la *Lettre ouverte* de 1935 ; les documents adoptés par la conférence de 1936 ; ceux de la conférence internationale de la jeunesse de 1938 et ceux de la conférence d'alarme de 1940.

Enfin, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, dit *Programme de transition*, n'est pas même pas un véritable programme... si on se réfère à d'autres propos du rédacteur du projet lui-même :

Il ne s'agit pas encore du programme de la 4^e Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste, ni le programme la révolution socialiste proprement dite... Le vrai programme de la 4^e Internationale devrait être élaboré par une commission spéciale créée par la conférence. (Léon Trotsky, Lettre à Rudolf Klement, 1938, Œuvres t. 17, ILT, p. 135)

Le manifeste de 1940 était plus adapté à la nouvelle situation car il traçait un programme pour la guerre mondiale, en lien avec le programme historique du prolétariat. Il présente un autre mérite, celui de résumer ce programme historique en quelques mots seulement :

Notre programme est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, GB, p. 33)

Les épigones ont souvent cité tel ou tel passage du programme de 1938 pour couvrir leur révision et leur opportunisme ; ils ne se réfèrent presque jamais au dernier texte programmatique adopté par la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

4. Aucune internationale communiste révolutionnaire ne peut émerger du mouvement antimondialisation

Nous nous accordons sur un point décisif, la 4^e Internationale est morte. Mais vous évoquez deux problèmes dans votre lettre qui sont, croyons-nous, des malentendus. Un au sujet d'un passage de la charte de *Révolution Permanente*.

Il ne nous est pas très compréhensible ce que vous voulez exprimer par la phrase suivante de la charte: « Quel que soit son nom, ce sera la cinquième Internationale Ouvrière. »

Le Collectif estime, comme vous, que la meilleure formulation est actuellement « Internationale ouvrière révolutionnaire » et non « 5^e Internationale » pour deux raisons au moins : le nom de « 4^e Internationale » ne satisfaisait pas Trotsky (il préconisait « *Parti mondial de la révolution socialiste* ») ; le Collectif estime que la nature des forces qui constitueront l'IOR est une question ouverte.

La remarque de la Charte n'a pour fonction que d'affirmer l'héritage et la filiation du Collectif, une façon de nous délimiter de l'anarchisme, de la social-démocratie et du stalinisme. Le principal reproche que nous faisons à Workers power Grande-Bretagne et à l'ex-LICR n'est pas qu'ils affichent leur volonté de créer une « 5^e Internationale », mais de régresser vers le cliffisme et d'entretenir la confusion et l'opportunisme quand ils prétendent fonder une nouvelle internationale ouvrière sur la base... du Forum social !

Des larges mobilisations contre les institutions financières internationales, les contre-sommets continentaux, les actions transfrontalières et les journées d'action simultanées appelés par les Forums sociaux, avec de dizaines de milliers de participants, ont changé les formes de la lutte des classes. (L5I, Forward to the Fifth International! 2003)

La L5I devient totalement ridicule quand elle explique que la solution à la question basque passe, non par un parti révolutionnaire et des soviets, mais par le Forum social... présentée comme une nouvelle organisation ouvrière (sic) :

De nouvelles organisations de la classe ouvrière et de la jeunesse anticapitaliste sont nécessaires pour mener ensemble les luttes nationales, démocratiques et sociales. De telles organisations sont déjà construites dans toute l'Europe et en Espagne, ce sont les forums sociaux. (Fifth International n° 2, p. 70)

Malgré l'étiquette différente, la L5I converge avec la 4^e Internationale pablite version Mandel. Le trait commun est l'apologie d'un sorte de front unique anti-impérialiste, le « Forum social mondial ». Le FSM est une coalition aussi bavarde qu'impuissante entre la bureaucratie castriste, les partis et les syndicats réformistes d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe d'une part, les partis écologistes, l'Église catholique, des ONG financées par les États impérialistes d'autre part. Le but du FSM est l'aménagement du capitalisme et en particulier la réforme des institutions capitalistes internationales (OMC, FMI, BM). Cette orientation, identique à celle de sa maison-mère (le SWP), a conduit le groupe WP à signer avec le SWP Grande-Bretagne, la LCR France et le PRC Italie un appel... aux gouvernements impérialistes européens :

À tous les citoyens d'Europe et à leurs représentants... Les voix qui se solidarisent avec le peuple irakien n'ont aucune chance d'être entendues par la Maison-Blanche. Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont opposés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en

direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre. (Rouge, 19 septembre 2002)

Comme les réformistes, WP s'adresse aux « citoyens » et déclare que son ennemi principal n'est pas dans leur propre pays. Voilà ce qui sépare le Collectif révolution permanente de la Ligue pour la 5^e Internationale.

La perspective d'une 5^e Internationale basée sur les forums sociaux vient de s'achever sans gloire par l'explosion récente de WP Grande-Bretagne et de tout son courant international. Le Collectif s'est adressée à la fraction qui tente de s'extirper de cette impasse pour aider le maximum de militants en tirer les leçons et leur offrir une perspective bolchevik.

L'autre problème que vous soulevez concerne deux passages de l'Appel de 2003 :

Incompréhensible est pour nous la formulation dans « l'appel » : « le regroupement des forces saines du mouvement ouvrier et particulièrement de celles qui se revendiquent de la continuité du trotskysme et de la IV^e Internationale est indispensable ». Nous trouvons également dans les 21 thèses une formulation semblable: « Nous réaffirmons la pertinence du léninisme et du trotskysme, du programme de la 4^e Internationale comme prolongement et actualisation de celui de la 3^e Internationale de Lénine et de Trotsky, cette école de stratégie révolutionnaire. »

La première phrase, qui figure dans le préambule (*Révolution Socialiste*, septembre 2003, p. 3) est en effet fautive sous un angle. Il n'y a pas, pour le Collectif, de continuité organisationnelle avec la 4^e Internationale : elle est morte comme centre international et aucune section n'a survécu à l'adoption de positions révisionnistes par sa direction Pablo-Mandel en 1951 et à l'éclatement consécutif de 1952-1953.

Par contre, nous ne voyons rien à redire à la seconde phrase, tirée du point 16 (*Révolution Socialiste*, septembre 2003, p. 8). L'expression « l'école de la stratégie révolutionnaire » est une appréciation –à notre avis pertinente– qui est reprise de Trotsky. Le « léninisme » et « trotskysme » sont des termes approximatifs ; d'ailleurs, le Collectif d'aujourd'hui se réclame précisément de la Ligue des communistes, du « parti Marx » de l'AIT, de l'aile gauche de l'Internationale ouvrière, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, de l'OGI de l'IC et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940 (Charte de 2005). Le « programme » de la 4^e Internationale inclut donc pour nous le *Manifeste d'alarme*, autant que le *Programme de transition*.

La tâche est d'élaborer, sur la base de la théorie communiste, une plateforme capable de rendre compte des événements et des tâches d'aujourd'hui.

II. NOTRE PROGRAMME PROCÈDE DE LA DÉCADENCE DU CAPITALISME

Vous demandez un éclaircissement :

La crise du capitalisme est mentionnée dans les thèses très souvent et de façon très indifférenciée. De quelle sorte de crise s'agit-il ?

En lien avec cette question, vous vous souciez de savoir si le Collectif reconnaît le développement des forces productives.

Nous ne trouvons cependant en aucun endroit une indication que les forces productives aient pu continuer à se développer après 1945 -à l'encontre des attentes de Trotsky- dans les conditions impérialistes d'après-guerre. Il est par contre très souvent parlé de crise et dans votre représentation se laisse très bien suggérer une position : comme Trotsky l'estimait dans le programme de transition, le capitalisme se dirige continuellement vers sa crise finale depuis l'entre deux guerres et est absolument incapable de poursuivre le développement de ses forces productives. Nous ne voyons pas les choses ainsi, cette attente de Trotsky s'est révélée fautive.

5. Le CRI France dénonce « les mythes et les fantasmes sur la décadence du capitalisme »

À ce propos, vous vous référez à des textes en français :

Une polémique entre le Groupe Bolchevik et le groupe français CRI a éveillé l'intérêt de certains d'entre nous.

Les discussions politiques sérieuses, soit établissent une base programmatique pour le travail en commun et la fusion, soit démontrent à l'avant-garde que le refus de la part des centristes d'avancer avec les bolcheviks tient à leur dépendance à l'égard des courants nationalistes ou des bureaucraties ouvrières. Le GB France a tenté de travailler en commun pour fusionner avec le CRI France sur la base des 21 points. Celui-ci a refusé, non pour une question de « forces productives », mais à cause de ses petites affaires syndicales, de ses liens avec des staliniens et, en dernière analyse, avec l'Etat bourgeois.

Le CRI est un petit groupe prétentieux, malgré (ou à cause de) sa composition sociale totalement petite-bourgeoise. Quelques élèves en histoire et en philosophie d'une des « grandes écoles » françaises (l'ENS) ont adhéré à la fin des années 1990 à l'aile droite du prétendu « mouvement trotskyste » français, qui n'est pas réputée pour attirer beaucoup de jeunes qui cherchent la voie de la révolution. Au sein du CCI-PT, ces jeunes intellectuels n'ont

nullement mené une bataille contre le réformisme et le social-patriotisme, contre l'adaptation à la bureaucratie syndicale de FO et contre les liens avec des partis bourgeois, à savoir les alliances avec le MRC (sans parler de relations plus douteuses encore : un fondateur du PT, Alexandre Hébert, a donné à cette époque une entrevue à un journal du Front national). Ils ont rompu avec le CCI et le PT *sur la droite*, à partir d'une discussion académique sur... les forces productives.

Quand il est apparu sur la scène politique, le CRI a arboré des positions verbalement radicales, à *gauche* de la maison-mère lambertiste. Pour ces raisons, le GB a manifesté une grande souplesse à l'égard du CRI. En 2003, il a invité le CRI à sa 2^e conférence et a mis en contact ce groupe, qui menait une existence étroitement nationale, avec les représentants de LM Pérou et de la LOI Argentine qui participaient à la conférence.

Mais le CRI a refusé le travail en commun avec le Groupe bolchevik sur les mots d'ordre de front unique ouvrier lors du mouvement contre la diminution des pensions de retraite (comme en Autriche et en Allemagne au même moment) qui a éclaté aussitôt après la conférence, en mai et juin 2003. Il a refusé de cosigner l'Appel en 21 points, en recourant contre l'Appel à toute une série d'arguments puisés dans toute la gamme des révisionnismes, y compris la reprise des positions de la fraction Burnham-Shachtman de la section américaine (contre qui Trotsky avait mené son dernier combat politique). La polémique du GB, dont vous isolez un aspect, était une *défense du programme* contre ce courant centriste.

Au plan international, après avoir rallié le Comité de liaison mis en place par la LOI contre le Collectif, le CRI n'a en 2006 de relation qu'avec le POR Argentine, un groupe loriste qui, tout en ayant rompu avec le POR Bolivie, défend toujours le legs opportuniste de cette variante du pablisme (front uni anti-impérialiste, syndicalisme des policiers...).

Trotsky a expliqué le centrisme de Sneevliet par le versement de subventions de l'Etat néerlandais au syndicat « rouge » qu'il dirigeait. Les erreurs du CRI ne sont pas seulement idéologiques, elles ont des racines syndicales et financières que le GB n'a découvertes que progressivement. Rétrospectivement, le refus du CRI de travailler avec le Collectif et le groupe français vient qu'il lui aurait fallu rompre d'autres liens auxquels il était bien plus attaché, avec une fraction du PCF et, au-delà, avec l'appareil d'Etat. Au moment où le groupe français du Collectif lui ouvrait sa conférence, en avril 2003, le CRI préparait, sans rien en dire au Groupe bolchevik ni aux autres constituants du Collectif, le lancement d'un syndicat étudiant supplémentaire. Ce petit syndicat, la Fédération syndicale étudiante (FSE), proclamé en septembre 2003, résulte d'un bloc entre le CRI et la fraction de l'UEC et du PCF hostile à l'adhésion à l'UNEF, le syndicat traditionnel étudiant qui est contrôlée par le PS. La FSE est subventionnée par la 5^e République, comme tous les autres syndicats étudiants (l'UNEF, SUD Etudiants, Confédération étudiante), grâce à sa participation aux organes de cogestion de l'université.

Voilà pour le Groupe bolchevik l'explication de la campagne enthousiaste du groupe CRI pour le Non au référendum aux côtés du PCF en 2005 ; voilà pour le Collectif la source du fantasme du CRI d'un développement des forces productives « *dans des proportions gigantesques* » qu'il partage avec le PCF et qui débouche sur le mythe de l'éternelle jeunesse du capitalisme :

Il est indispensable, pour qui veut progresser dans la construction du parti marxiste, de rompre définitivement avec les mythes et les fantasmes sur la « décadence du capitalisme »... (CRI, Contribution, 2003, point 2.A.a)

Votre lettre pose de nombreuses questions. À notre tour, permettez-nous de vous demander : quelle est votre opinion sur la véritable analyse du capitalisme du CRI, à savoir le rejet de toute décadence du capitalisme ?

6. Si la possibilité du socialisme réside dans le développement préalable des forces productives, sa nécessité découle de leur contradiction avec les rapports de production existants

La cellule centrale du GB avait fait disparaître du premier point du projet d'Appel l'antienne : « *les forces productives ont cessé de croître* » pour la remplacer par le passage que vous approuvez dans votre lettre. Le point 1 de l'Appel de 2003 dénonce les idéologues sociaux-démocrates, staliniens et centristes qui prêtaient la capacité à l'Etat capitaliste de réguler l'économie. Les prédécesseurs du CRI (Max Shachtman & Felix Morrow, Tony Cliff & Michael Kidron, Ernest Mandel & Henri Weber...) révisèrent ainsi le marxisme dans un de ses aspects essentiels.

Les contradictions des rapports de production capitalistes : valeur d'usage et valeur d'échange, marchandise et argent, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc. prennent des dimensions d'autant plus grandes que se développe davantage la force productive. (Karl Marx, Théories sur la plus-value, 1861-1863, Editions sociales, t. 3, p. 58)

Si les rapports de production désignent les relations des humains pour produire ce qui leur est nécessaire (ces rapports étant devenus, depuis la préhistoire, des rapports *de classe*) et si les forces productives décrivent le rapport de l'humanité à la nature (dont le niveau mesure la capacité de l'espèce à créer elle-même de quoi satisfaire ses besoins), ils sont eux-mêmes en relation, puisqu'ils sont deux formes du travail social. Les forces productives et les rapports de production d'une formation sociale ne sont pas séparées, ni arbitraires. Ils interagissent, tantôt en conjonction, en correspondance, tantôt en contradiction, en opposition.

Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. (Karl Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, 1859, Editions sociales, préface, p. 4)

Avant la domination du capitalisme sur la planète, brisant les rapports sociaux traditionnels (correspondant à un faible niveau des forces productives), généralisant la grande industrie (qui permet la production en masse) et instaurant le marché mondial (qui met pour la première fois en relation toutes les parties de l'humanité), le communisme ne pouvait être qu'une utopie. Le communisme est possible grâce au développement et à l'internationalisation des forces productives qu'a permis le capitalisme.

Mais pour les développer jusqu'au point de l'abondance, pour satisfaire les besoins sociaux, il faut en finir avec les rapports de production capitalistes qui les entravent, les réduisent et les détruisent périodiquement par le biais de crises économiques et de guerres.

Les forces productives engendrées par le mode de production moderne sont entrées en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toute différence de classe, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr. (Friedrich Engels, Anti-Dühring, 1877, Editions sociales, 2^e partie, ch. 1, p. 186)

La décadence objective du capitalisme annonce l'actualité du socialisme :

L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. (Vladimir Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916, Editions en langues étrangères de Pékin, ch. 7, p. 104-105)

Et le marxisme est, n'en déplaise au CRI France et à tous ses prédécesseurs, une théorie de la décadence du capitalisme :

Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle doit, par une conséquence inéluctable, dévoiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat. (Rosa Luxemburg, Introduction à l'économie politique, 1907-1917, Anthropos, ch. 1, point V, p. 65)

Il revient à un produit de la domination du mode de production capitaliste, la classe ouvrière, de mener à bien la révolution, d'abolir les frontières nationales et d'ouvrir la perspective du communisme.

7. Un pronostic politique ne saurait prétendre à la même exactitude qu'un pronostic astronomique

Vous invoquez la responsabilité de Trotsky dans les erreurs de jugement de la 4^e Internationale sur l'économie d'après la Seconde guerre mondiale.

Dans tous les domaines, il est commode de faire preuve de sagesse après les événements. En règle générale, il n'est pas surprenant que les révolutionnaires se montrent optimistes sur les échéances de la révolution et pessimistes sur l'avenir immédiat du capitalisme. Pour des raisons symétriques, les opportunistes sont tout autant optimistes sur l'avenir à moyen et à long terme du capitalisme. Marx et Engels ont attendu la crise économique toutes les années 1850. Lénine n'a enregistré le reflux de la révolution de 1905 qu'en décembre 1907.

Les pronostics d'Engels sont toujours optimistes. Il n'est pas rare qu'ils devancent la marche des événements. Peut-on concevoir, cependant, un pronostic historique qui, selon l'expression française, ne brûle pas quelques étapes intermédiaires ? (Léon Trotsky, Journal d'exil, 1934-1935, Gallimard, p. 47)

Les formules ont leur utilité, pour les communistes, comme résumé d'une ligne. Aucun slogan ne doit se substituer à la réflexion collective, à l'élaboration d'une orientation basée sur une vision lucide de la conjoncture économique

et politique. Ainsi, une série d'organisations, comme le Club-SLL-WRP et le PCI-OCI-PCI, qui avaient résisté à la liquidation de la 4^e Internationale et de ses sections par Pablo & Mandel, Moreno & Hansen, se sont arc-boutées dogmatiquement sur un passage du début du programme adopté en 1938 :

Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne ont globalement atteint le point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité stagnent. (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938, GB, p. 5, la version française répandue par le CCI-PT, LO et la LCR est fautive, pour ces deux phrases et quelques autres)

Le danger du dogmatisme est que la direction ne sache pas avancer quand vient le moment de l'offensive ni reculer quand vient le moment de la défensive, qu'elle peut transformer l'organisation en secte tout en étant tentée de recourir à des raccourcis, par impatience devant la marche trop lente des événements. À la moitié des années 1970, Gerry Healy s'est vendu littéralement à Kadhafi et à Hussein pour financer son quotidien prématuré, tandis que, à la moitié des années 1980, Pierre Lambert a mis l'organisation qu'il contrôlait au service de la bureaucratie syndicale de FO issue de la guerre froide. Les deux partis l'ont payé chèrement et ont, sous des formes différentes, disparu.

Personne ne peut savoir comment Trotsky aurait analysé la reprise économique et l'expansion prolongée qui a suivi. Ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'il n'avait pas besoin de camoufler ses combines par un radicalisme de façade, comme Lambert, Healy, Moreno, Grant et compagnie. D'une part, il convenait que ses formulations sur l'économie capitaliste étaient rudimentaires :

Le premier chapitre n'est qu'une suggestion et non une formulation complète. (Léon Trotsky, *Compléter et appliquer le programme*, 1938, in Trotsky, *Discussions sur le programme de transition*, LC, p. 20, cette discussion du 7 juin 1938 avec des cadres du SWP ne figure pas dans le tome 18 des *Œuvres*)

D'autre part, ni Lénine, ni Trotsky n'ont jamais pensé qu'il y avait des crises insurmontables pour le capitalisme, quitte à ce que les masses payent un lourd prix à sa survie.

Abordons la crise révolutionnaire, base de notre action révolutionnaire. Ici, il faut avant tout noter deux erreurs très répandues. D'une part, les économistes bourgeois représentent cette crise comme un simple malaise... D'autre part, des révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue. C'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue. (Vladimir Lénine, *Rapport sur la situation mondiale et les tâches de l'IC*, 1920, *Œuvres* t. 31, p. 233)

La bourgeoisie peut-elle s'assurer une nouvelle époque de croissance capitaliste ? Nier une telle possibilité, compter sur une « situation sans issue » du capitalisme serait simplement du verbalisme révolutionnaire. (Léon Trotsky, *Critique du programme*, 1928, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, t. 1, p. 159)

De la même manière qu'il faut distinguer parti historique et organisation politique formelle, programme du communisme et documents programmatiques formels, il faut distinguer le déclin historique du capitalisme (la crise structurelle) de ses crises financières et économiques répétées (les crises conjoncturelles) même si les deux se rejoignent dans les grandes crises économiques (1929, 1973) et les guerres mondiales (1914, 1939).

8. Les traits de putréfaction lors de précédente phase de croissance économique

Or, la période de relative prospérité capitaliste de la fin des années 1940 au début des années 1970 a eu pour condition une destruction colossale des forces productives lors de la crise économique puis la guerre inter-impérialiste.

La fin de tout rôle progressiste de la bourgeoisie a son pendant idéologique : le rationalisme des Lumières du 18^e siècle et le scientisme du 19^e siècle ont laissé de plus en plus place au pessimisme et à l'obscurantisme. Ses universitaires et ses politiciens tendent à se stériliser dans la philosophie post-moderniste et l'économie néo-classique, à ranimer le malthusianisme (sous forme d'écologisme) et à régresser dans les religions (et même l'astrologie dans le cas de Reagan et de Mitterrand).

Certes, le capitalisme a bénéficié d'un sursis historique, à cause des reculs et des massacres du prolétariat résultant du fascisme et de la guerre et, par-dessus tout, à cause des trahisons par la bureaucratie du Kremlin, son appareil internationale et la social-démocratie de la vague de la révolution mondiale qui a débuté en 1943. Il en a résulté une nouvelle phase d'accumulation du capital, incluant un certain développement des forces productives, dont l'extension numérique et géographique du prolétariat. Cependant, la contradiction entre forces productives et rapports de production n'est pas supprimée, mais portée à un niveau supérieur comme le montraient des trotskystes comme Gérard Bloch, Cliff Slaughter, Stéphane Just ou Tom Kemp.

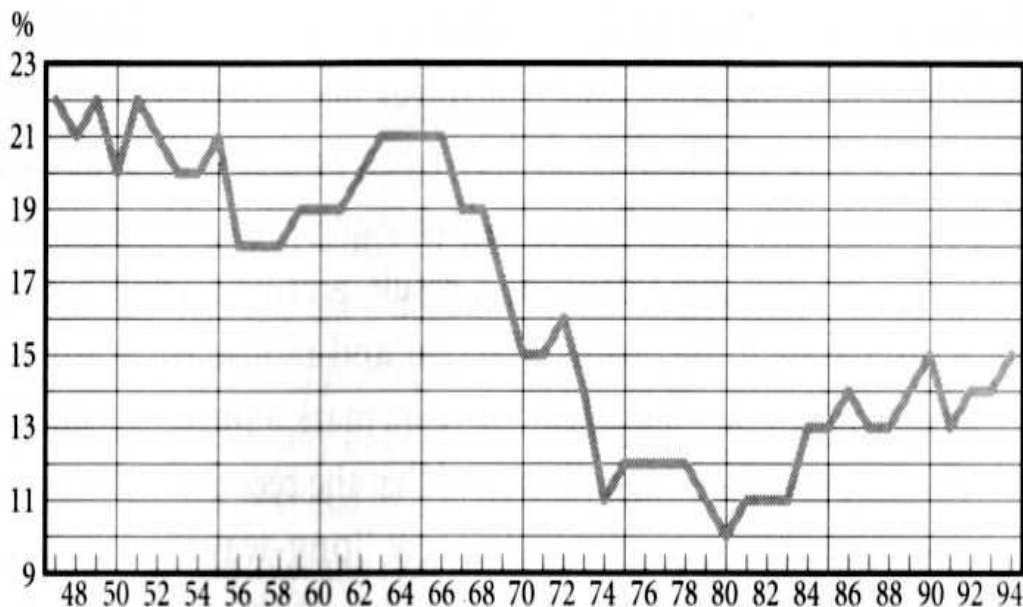
En particulier, la production et l'amélioration des techniques ont recouvert de plus en plus de véritables forces destructives avec la recherche scientifique de plus en plus orientée vers des fins militaires et avec la production d'armements à grande échelle. Marx en avait l'intuition :

La grande industrie créa une masse de forces productives pour lesquelles la propriété privée devint tout autant une entrave que la corporation en avait été une pour la manufacture et la petite exploitation rurale une

autre pour l'artisanat en voie de développement. Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructives et une foule d'entre elles ne peut pas trouver la moindre utilisation sous son régime. (Friedrich Engels & Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845, ES, p. 58-59)

Durant la période qui va de la seconde guerre mondiale jusqu'à 1973, que les économistes bourgeois ont nommé après coup « les 30 glorieuses », les traits de « *putréfaction* » (Lénine) du début de la phase impérialiste se sont accentués : sous-développement, dépenses d'armements, couches sociales improductives, publicité, séparation entre actionnaires et « managers », etc.

Conformément aux analyses prémonitoires de Gérard Bloch, Shane Mage, Paul Mattick et Geoff Pilling, les lois du mode de production capitaliste étaient toujours à l'œuvre et ont entraîné une nouvelle baisse du taux de profit dès les années 1960, puis une crise économique mondiale en 1973.



Taux de profit aux Etats-Unis

Source : Fred Moseley, *Capital & Class* n° 67, printemps 1999

9. Faute d'avoir pris le pouvoir à l'occasion de la crise des années 1960 – 1970, le prolétariat a reculé et a permis à l'accumulation du capital de se poursuivre

La vague révolutionnaire internationale des années 1960-1970 fut l'expression sociale et politique des contradictions économiques mondiales qui minent le capitalisme décadent. Cette vague révolutionnaire a de nouveau été contenue par les vieux appareils du mouvement ouvrier, par le nationalisme bourgeois sous des formes classiques (ANC Afrique du Sud...) et de plus en plus réactionnaires (islamisme en Iran...), par le nationalisme petit-bourgeois (guérillas castristes, BPP, ETA, IRA...), par le nouveau centrisme (incluant les épigones du trotskysme...).

La nouvelle prolongation obtenue par la bourgeoisie ouvrait la voie à un réajustement de sa domination de classe dont les précurseurs furent Thatcher et Reagan, à une contre-offensive tant à l'intérieur (défaites de la grève des mineurs britanniques et des contrôleurs aériens américains, démantèlement de la sidérurgie européenne...) qu' à l'extérieur (soutien aux islamistes en Afghanistan, aux contras au Nicaragua, intervention américaine directe à la Grenade, reconquête des Malouines par l'armée britannique, pression militaire accrue sur l'URSS...). À cause de son incapacité à prendre le pouvoir, le prolétariat a subi le laminage de ses conquêtes antérieures et un renforcement du taux d'exploitation. La classe capitaliste a démantelé les centres de résistance du prolétariat par des privatisations, des restructurations et des réductions de taille des sites de production (malgré l'accroissement des groupes par des processus de fusions et d'acquisitions), des délocalisations dans le pays (vers le Sud aux Etats-Unis) ou à l'étranger, des remodelages des processus de production (automatisation, flux tendus, etc.).

Taux de croissance du PIB 1820-1998, moyenne annuelle

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
France	1,27	1,63	1,15	5,05	2,1
Allemagne	2,01	2,83	0,3	5,68	1,76
Italie	1,24	1,94	1,49	5,64	2,28
Royaume-Uni	2,05	1,90	1,19	2,93	2
Europe occidentale	1,65	2,10	1,19	4,81	2,11
Europe de l'Est	1,36	2,31	1,14	4,86	0,73
Ex-URSS	1,61	2,4	2,15	4,84	-1,15
Etats-Unis	4,20	3,94	2,84	3,93	2,99

Source : Angus Maddison, *L'Economie mondiale*, OCDE, 2001

Malgré la crise de 1973, une nouvelle vague de révisionnistes promet un long et bel avenir au capitalisme tout en mélangeant des concepts empruntés au *Capital* avec Walras, Kondratiev ou/et Keynes : régulation (Aglietta, Boyer...), structure sociale d'accumulation (Weisskopf, Bowles...), « marxisme analytique » (Roemer, Wright, Elster...) et, depuis 15 ans, globalisation financière et néolibérale (Negri, Chesnais, Duménil, Harvey, Desai...). Les courants ancrés dans l'aristocratie ouvrière et liés aux bureaucraties ouvrières corrompues se bercent d'illusions sur une nouvelle expansion prolongée qui leur permettrait de mener les petites affaires auxquelles ils se sont habitués : campagnes électorales, manœuvres syndicales, soutien aux Forums sociaux, etc. Ils se leurrent. La crise mondiale de 1973 et les crises locales depuis, la multiplication des expéditions militaires de grande envergure et l'accroissement des rivalités impérialistes depuis les années 1990 annoncent que, si le prolétariat ne saisit pas ses prochaines chances, si les communistes contemporains se révèlent incapables de bâtir de véritables partis, les forces productives seront détruites à grande échelle dans une grande crise ou un nouveau conflit de grande ampleur.

Certes, le taux de profit a remonté au cours des années 1980 et des pays entiers se sont ouverts au capital. Cependant, la diminution relative (et parfois absolue) de la valeur de la force de travail limite aussi les débouchés des marchandises capitalistes. L'informatisation généralisée et le développement des télécommunications créent des vulnérabilités inédites des grands groupes capitalistes (et des armées). Les investissements en moyens de transport, machines-outils, robots, ordinateurs, réseaux, etc. entraînent une augmentation de la part du capital constant et contribuent à l'augmentation de la composition organique du capital. En outre, les palliatifs utilisés par les Etats-Unis, les autres puissances impérialistes et le FMI pour contenir et surmonter les crises économiques locales récurrentes (dont la crise boursière de 2001 au centre de l'impérialisme) alimentent à leur tour les déficits américains et la spéculation mondiale qui grossissent encore la masse de capital qui prétend à une partie de la plus-value ou survalue sociale. Or, celle-ci n'augmente pas à la même échelle, car elle est basée sur une proportion déclinante de capital variable, c'est-à-dire de travail vivant qui crée toute nouvelle valeur. Le taux de profit rechutera inévitablement bientôt...

Sans prendre en compte le mouvement d'ensemble du capital, plus contradictoire que jamais, votre insistance unilatérale sur le développement des forces productives présente un risque apologétique. Dans votre combat pour l'indépendance de classe et la révolution permanente au Venezuela, que mettez vous en avant ? Les réalisations du populisme à la Chavez ou plutôt ses limites et ses traits réactionnaires ? Le Collectif traite ainsi du capitalisme contemporain, sans isoler les « forces productives », sans en faire une question séparée.

Croyez-vous que la tâche des marxistes soit de proclamer comme les staliniens que le capitalisme engendre une merveilleuse « révolution scientifique et technique » ou l'accroissement « dans des proportions gigantesques » (CRI) des forces productives ? Depuis 1973, la croissance économique a ralenti, sauf en Chine. La création de richesses sociales porte l'empreinte du caractère périmé et réactionnaire du capitalisme : la prédominance des loisirs passifs et la consommation massive de psychotropes, le maintien du chômage de masse et de la misère pour une grande partie de la population mondiale, la spéculation et l'hypertrophie financière, la multiplication des frontières et le regain des tensions entre puissances impérialistes, la résurgence du cléricisme et de la xénophobie et l'extension de réseaux mafieux, les conflits interethniques et les interventions militaires impérialistes, la détérioration de l'environnement de l'espèce humaine et le gaspillage éhonté des ressources de la nature, etc.

10. La restauration du capitalisme dans les Etats ouvriers est une défaite pour le prolétariat mondial

Dans « l'accord programmatique », nous lisons que pour vous la Corée du nord, Cuba et la Chine sont toujours des Etats ouvriers bureaucratiques. Il nous intéresserait de connaître la justification de cette position.

Si vous considérez que l'URSS, la Corée du nord, Cuba et la Chine ont été des Etats ouvriers, depuis quand ne le sont-ils les plus ?

Le CWG Nouvelle Zélande prétend que le pays où il intervient est un pays dominé. C'est contestable, mais nous n'avons pas eu le temps d'en discuter avec lui, car il a choisi de suivre la LOI-CI Argentine dans le CL puis la FLT, en avalant les calomnies sur ses camarades du CEMICOR du Pérou, en couvrant le nationalisme latino de Munzer et en mettant de côté sa propre hostilité à la perspective opportuniste de ranimer le cadavre de la 4^e Internationale. La direction de la LOI considère que la Turquie est un pays impérialiste alors qu'elle clame que toute l'Amérique latine est dominée, mais elle n'a pas eu le temps de nous expliquer la différence entre la Turquie et le Brésil. Elle soutenait que le capitalisme a été restauré en Chine mais pas à Cuba, mais nous ignorons sa justification.

En Chine, le capital exploite de nouveau des millions de jeunes travailleuses et de jeunes travailleurs. La restauration du capitalisme est entamée depuis longtemps, depuis la mort de Mao, sous le slogan de « socialisme de marché » (sic) : zones spéciales, réintégration de Hongkong, remise de la terre aux agriculteurs, abandon du plan, fermetures d'entreprises étatiques, etc. Pour d'autres, il est douteux que la bureaucratie chinoise en finisse avec les survivances de l'Etat ouvrier (entreprises industrielles publiques, fixation du taux de change, système bancaire non guidé par le profit, etc.) sans exploser, d'autant que l'unité du pays, que seule la révolution de 1949 avait assurée, est menacée. Pour certains militants du Collectif, le processus est achevé, comme en témoigne l'adhésion de la Chine à l'OMC et les traits mentionnés précédemment ne sont que du capitalisme d'Etat. Pour tous, la Chine ne sera pas le moteur d'une vague d'expansion durable du capitalisme mondial, ni le rival des Etats-Unis.

La bureaucratie cubaine, économiquement étranglée depuis la disparition de l'URSS, y vient progressivement, en misant sur les impérialismes de l'Union européenne (en particulier l'Espagne) pour desserrer l'étreinte étatsunienne qui ne s'est pas relâchée. Le Forum social cher à la plupart des pseudo-trotskyistes est d'ailleurs un bloc entre bureaucratie de la Havane et secteurs de la bourgeoisie européenne qui correspond à la voie castriste de restauration du capitalisme. La Corée du Nord, exsangue, suit depuis peu la voie chinoise du « socialisme de marché », en autorisant des zones franches.

11. L'impérialisme américain tente de tirer les fruits de la destruction de l'URSS

La contre-offensive réactionnaire commencée contre le prolétariat britannique, victorieuse en RDA et en URSS, a aussi comporté une tentative de resserrement de la domination sur les pays dominés.

Il nous intéresserait de savoir si vous pensez que l'impérialisme aspire de façon générale à une politique néocoloniale ou bien - comme nous le pensons - s'il envisage une politique d'occupation coloniale dans quelques Etats stratégiquement centraux, avant tout autour des gisements de pétrole au Moyen Orient, au Caucase et pour des positions militaro-stratégiques (Afghanistan, Caucase)

Nous pensons que « l'impérialisme » n'existe pas à proprement parler comme centre de décision. L'impérialisme est plutôt une phase de déclin du capitalisme dans laquelle les fractions les plus puissantes du capital, les bourgeoisies impérialistes, s'appuient sur leur Etat pour exploiter bien au-delà de leurs frontières nationales. Ces Etats sont, de façon générale, d'accord pour mettre au pas tout régime qui menace leur domination collective mais se trouvent aussi en rivalité -plus ou moins dissimulée- pour protéger leur bourgeoisie et ses groupes multinationaux contre la concurrence des autres firmes et les exigences des autres puissances. Le militarisme américain s'adresse, au-delà de ses cibles récentes (Afghanistan, Irak) à ses alliés. Sans oser le défier ouvertement, l'impérialisme français a préservé une certaine autonomie militaire, l'impérialisme japonais et l'impérialisme allemand réarmement. La guerre dans l'ex-Yougoslavie est un témoignage des rivalités entre France et Allemagne ; la deuxième guerre contre l'Irak est une preuve des tensions entre Allemagne, France et Russie d'un côté et Etats-Unis, Espagne, Italie, Pologne... de l'autre.

Aucun Etat impérialiste n'a pour but d'occuper définitivement un grand pays lointain. L'impérialisme américain se contenterait de disposer de bases militaires et de régimes qui lui soient inféodés. Mais la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'échelle mondiale, entre les bourgeoisies dominantes et les classes propriétaires des pays dominés, entre les fractions nationales de la bourgeoisie impérialiste ne sont maîtrisables par aucun Etat, même le plus puissant, ni aucun organisme international qui résulte forcément lui-même de compromis entre Etats bourgeois. Les Etats-Unis ont financé, armé et instruit Ben Laden et ses réseaux qui se sont retournés contre lui. Ils ont supporté l'essentiel de l'effort qui a abouti à la capitulation de la bureaucratie du Kremlin. Or, ils n'en profitent qu'en partie, pendant que leur rival allemand et, dans une moindre mesure, l'impérialisme français, rebâtissent leurs positions en Europe centrale à l'abri de l'Union européenne. Ils se sont embourbés en Irak et, sans doute, en Afghanistan de même que l'impérialisme français, toutes proportions gardées, se retrouve en difficulté en Côte d'Ivoire.

Les bureaucraties réformistes, tant syndicales que politiques, soutiennent leur propre impérialisme qui est l'auge dans laquelle elles fourrent leur groin.

12. Le réformisme est-il un phénomène psychologique qui se déroule dans la tête des travailleurs ou est-il avant tout la pratique politique des bureaucraties ouvrières de l'époque impérialiste ?

Nous partons du fait que dans les pays impérialistes durant les années de l'essor économique s'est établie une conscience réformiste profondément enracinée dans les têtes de la classe ouvrière. Dans quelques pays comme par exemple l'Autriche, on peut à peine parler depuis des années d'un véritable mouvement ouvrier, il n'y a que des militants ouvriers passablement isolés. La masse des travailleurs s'est déshabituée du besoin d'informations, les réunions politiques ou syndicales sont -malheureusement- hors de leur horizon politique. A l'exception de l'année 2003, il y a eu chez nous peu de grèves dans les dernières décennies. Dans d'autres pays, particulièrement en France, il y a un mouvement ouvrier mais aussi une conscience réformiste profondément ancrée et des tendances réactionnaires (racisme, chauvinisme) dans la masse de la classe ouvrière. Ces faits, objectifs pour des révolutionnaires, ne sont pas pris en considération dans votre document.

La restauration du capitalisme dans le seul pays où le prolétariat avait le pouvoir a contribué à la désorientation du prolétariat mondial. Les partis réformistes, qui n'ont jamais eu pour but la dictature du prolétariat (les partis travaillistes ou socialistes) et ceux qui l'ont abandonnée depuis longtemps (les anciens partis staliniens) ont, pour la plupart, abandonné toute référence au socialisme. Nombre d'anciens courants guérilleros ont déposé les armes. Les organisations ostensiblement révolutionnaires des années 1960 et 1970 ont disparu ou ont évolué rapidement vers un centrisme de droite de plus en plus proche du réformisme, en particulier en Europe. Jamais la conscience de classe du prolétariat mondial n'a été aussi basse.

Vous nous mettez devant un « fait » qui serait une « conscience réformiste profondément enracinée ». Mais qu'entendez-vous par « conscience réformiste » ? Est-elle identique au racisme que vous mentionnez à la fin du même paragraphe ? Si l'explication de cette « conscience réformiste » réside dans « les années de l'essor économique », comment la « conscience réformiste » pourrait-elle rester « profondément enracinée » quand les travailleurs sont confrontés aux années du ralentissement économique et à ses conséquences : fin de la croissance du pouvoir d'achat, menace de licenciement, intensification du travail, déqualification de la jeunesse, précarité ?

Si vous voulez dire que, laissé à sa spontanéité, le prolétariat n'atteint pas, dans sa masse, la conscience de ses intérêts historiques, nous sommes d'accord. Le Collectif rejette vigoureusement « l'objectivisme » pabliste qui voudrait que la révolution puisse se dérouler victorieusement sans construction patiente d'un parti. Le morénisme (incluant son aile gauche, la LOI Argentine) est exemplaire de ce crétinisme spontanéiste qui confère à tout mouvement de masse un caractère révolutionnaire et aux masses en mouvement, y compris petites-bourgeoises, une conscience révolutionnaire.

Le parti n'est pas identique à la classe. Les communistes prennent au sérieux la force de la classe capitaliste, dont les idées sont les idées dominantes, car elles sont inculquées par l'appareil d'Etat et les appareils religieux, elles sont diffusées par les grands moyens de communication qui sont eux-mêmes aux mains de grands groupes capitalistes.

Toute domination par une minorité est socialement organisée d'une manière qui concentre la classe dominante, la rend apte à une action unifiée et, par là-même, désorganise et émiette les classes opprimées. (Georg Lukács, *Lénine*, 1924, EDI, p. 98)

La désorganisation et l'émiettement de la conscience de classe repose, à l'époque de l'impérialisme, de plus en plus sur les agents de la bourgeoisie qui contrôlent les organisations constituées par la classe ouvrières dans la période précédente : mutuelles, coopératives, syndicats, partis... bref, le « réformisme » :

La solidarité des « socialistes » réformistes avec « leur » bourgeoisie nationale respective constitue la pierre angulaire du réformisme. (Thèses sur l'unité du front prolétarien, 1922, Quatre premiers congrès de l'IC, Maspero, p. 161)

Contrairement aux réformistes qui attribuent la responsabilité des défaites aux masses, les communistes dénoncent la trahison des appareils qui contrôlent actuellement les organisations ouvrières ; contrairement aux centristes qui ramènent le réformisme à des erreurs, les communistes le considèrent comme le résultat de la corruption des bureaucraties du mouvement ouvrier.

Vous citez à l'appui deux pays, l'Autriche et la France. Pour la France, vous mentionnez les « tendances réactionnaires dans la masse de la classe ouvrière ». Et alors ? N'y en avait-il pas en 1880 ? Pourtant, elles ne sont pas prises en considération dans le programme rédigé en commun par Marx, Engels et Guesde (*Programme du Havre*, in Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la 3^e République*, 1977, Payot, t. 2, p. 399-400). N'y en avait-il pas en 1934 ? Le programme rédigé sur proposition de Trotsky qui a servi à préparer le *Programme de transition* ne s'intéresse pas beaucoup aux éléments arriérés :

Le regroupement révolutionnaire du prolétariat s'effectuera par la délimitation d'une plateforme de classe conséquente, des fusions et des ruptures. Un tel développement du parti révolutionnaire du prolétariat dépend énormément de l'action propre de ses éléments les plus conscients... (Pierre Naville, *Programme d'action de la Ligue communiste*, 1934, in *Les Cahiers du Cermtri* n° 53, p. 25)

Certes, dans la France contemporaine, Le Pen, le candidat du Front national a récolté 16,8 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle auxquelles il faut ajouter plus de 2,3 % pour son rival fasciste Mégret, du MNR. Les partis démagogues et xénophobes, du type FN ou FPÖ, obtiennent leurs succès en cherchant des boucs émissaires des difficultés de l'économie nationale. Leur terrain est le découragement des classes petites-bourgeoises et, dans une moindre mesure, de couches d'ouvriers et d'employés devant l'incapacité des gouvernements mis en place par les partis réformistes à améliorer leur sort.

Oui, le racisme contamine des travailleurs. Cela n'a pas empêché, trois ans après, une mobilisation de nombreux élèves, enseignants et parents d'élèves pour défendre les élèves et les étudiants étrangers qui sont « sans papiers », c'est-à-dire sans autorisation de séjour. Par exemple, en juin 2006, dans un quartier populaire de l'agglomération de Nantes, une pétition a recueilli 215 signatures de parents d'élèves d'une école maternelle de 4 classes pour le droit de rester en France d'une famille de Turquie qui a un enfant qui y est élève.

En Autriche, au tiers du 20^e siècle, le prolétariat a été paralysé par sa direction social-démocrate, face à la menace fasciste. Après la victoire du fascisme en Allemagne, une contre-offensive du prolétariat autrichien pouvait encore inverser le cours de l'histoire.

En s'engageant tout de suite sur la voie de la défense active, le prolétariat autrichien, soutenu par celui de tous les pays d'Europe, pourrait, en développant son offensive de façon conséquente et courageuse, arracher le pouvoir des mains de ses ennemis : le rapport des forces à l'intérieur garantit sa victoire. L'Autriche rouge deviendrait tout de suite un point d'appui pour les ouvriers allemands. Toute la situation se modifierait brutalement au profit de la révolution. Le prolétariat d'Europe sentirait qu'il représente une force invincible. Et il ne lui manque que cette conscience pour écraser tous ses ennemis. (Léon Trotsky, Projet de déclaration des délégués appartenant à l'Opposition de Gauche pour le Congrès de lutte contre le fascisme, 1933, Œuvres t. 1, EDI, p. 97)

Or, après avoir retenu ses troupes en 1927 et en 1929, le SPÖ a continué à miser sur la démocratie bourgeoise, sur les politiciens bourgeois soi-disant démocrates. Était-ce la faute de la conscience réformiste enracinée dans les têtes de la classe ouvrière ? Ou, *malgré* les aspirations des travailleuses et des travailleurs conscients, était-ce une politique criminelle de l'appareil du parti réformiste, une couche corrompue par le parlementarisme, l'Etat bourgeois, le capitalisme ?

Alors que le prolétariat italien et le prolétariat allemand avaient été vaincus sans combat, il a fallu l'artillerie pour vaincre la résistance spontanée des ouvriers de Linz et de Vienne qui s'étaient armés en février 1934 contre les Heimwehner fascistes appuyés par la police. Ceci prouve qu'il ne faut pas confondre masses et direction : les chefs du mouvement ouvrier autrichien ont manifesté leur impuissance et leur couardise ; quoique militairement défaits, les travailleurs autrichiens ont sauvé leur honneur et écrit une page glorieuse de l'histoire du prolétariat mondial.

Plus récemment, n'y a-t-il pas eu en Autriche des mouvements de grève contre la privatisation du transport ferroviaire et contre la réforme des pensions ? N'y a-t-il aucun rapport entre la création de votre jeune groupe fin 2003 et ce renouveau de l'activité ouvrière de masse dans votre pays dans les mois qui précèdent ?

III. LA RÉVOLUTION PERMANENTE AUJOURD'HUI

Vous n'indiquez pas les conclusions pratiques que vous tirez de la théorie de « conscience réformiste profondément enracinée », tout en soulevant un certain nombre d'interrogations sur l'application du programme au début du 21^e siècle : sur le front uni anti-impérialiste, sur l'assemblée constituante en Bolivie, sur les forces sociales révolutionnaires en Palestine, le travail dans les syndicats.

13. Pas de politique révolutionnaire sans lutte à mort contre les bureaucraties conservatrices et leurs flancs-gardes centristes

À l'intérieur des syndicats nous luttons pour une fraction syndicale révolutionnaire pour donner aux syndicats aussi bien une direction révolutionnaire qu'un programme révolutionnaire. Ceci s'appuyant sur la méthode du Minority movement dans les syndicats britanniques du temps de Lénine. Voyez-vous cela ainsi ?

Nous sommes d'accord avec cette perspective. Nous l'avons pratiquée ces dernières années à la mesure de nos forces, partout où nous pouvions (SUTEP au Pérou, CGT, FO et FSU en France). Si nous condamnons les courants sectaires (comme les gauchistes de Révolution internationale, comme la « 4^e Internationale » du WSWP, etc.) qui abandonnent la lutte dans les syndicats, nous sommes aussi opposés aux centristes qui créent leurs propres syndicats à côté des syndicats existants. Surtout si, comme la LCR France (avec les syndicats SUD et la confédération Solidaires) ou le CRI France (avec sa minuscule FSE), les syndicats de division participent et cogèrent de la même manière que les syndicats réformistes. Il faut aussi préciser que les regroupements syndicaux ne peuvent être un substitut à la construction du parti révolutionnaire (et de noyaux communistes dans les syndicats), comme Lambert l'a pratiqué si souvent avec des alliés douteux. Par-dessus tout, nous nous délimitons des centristes qui refusent d'affronter les bureaucraties corrompues, voire qui s'y intègrent.

Les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à

la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GB, p. 12)

Vous-mêmes, quelles conclusions politiques et organisationnelles tirez-vous, pour le travail dans les syndicats et pour la construction du parti, de la « conscience réformatrice profondément enracinée dans les têtes de la classe ouvrière » ? Comment faut-il « prendre en considération » ces « faits objectifs pour des révolutionnaires » ? Nous ne voyons que deux manières, qui ne conduisent ni l'une ni l'autre à une « politique ouvrière » : soit on constitue un cercle qui se cantonne à l'étude et à la propagande en attendant des jours meilleurs, soit on s'oriente vers un parti « large » adapté à l'arriération des travailleurs, soit sous la forme d'un parti réformatrice ou nationaliste existant, soit en participant à sa création.

D'une part, vous semblez en retard de toute une période, en insistant sur le développement des forces productives au moment où celui-ci ralentit et aussi en découvrant au début du 21^e siècle une « conscience réformatrice » qui découle de « l'essor économique » qui désigne probablement les années, révolues, d'après-guerre. D'autre part, vous vantez la « méthode » du *Programme de transition*, sans voir qu'il est justement fait pour répondre au problème que vous soulevez de manière séparée.

Des révolutionnaires misent sur l'opposition inévitable entre le prolétariat et la bourgeoisie et travaillent à l'édification du parti qui manque, dans les circonstances les plus difficiles. D'ailleurs, c'est ce que vous faites en pratique : si aucune travailleuse ni travailleur autrichien ne s'intéresse à la lutte des classes, à la révolution et au communisme, à quoi bon votre discussion avec les noyaux bolcheviks des autres pays, à quoi bon polémiquer avec les centristes de votre propre Etat à propos d'un pays lointain, à quoi bon publier un bulletin, à quoi bon constituer un « groupe pour une politique ouvrière révolutionnaire » en Autriche ?

Des dialecticiens doivent s'attendre à des contradictions, à des inversions brusques, des communistes savent que la conscience des travailleurs est différenciée et changeante.

La victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses ; en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité », il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant, de leur apprendre à se rendre compte que l'ennemi n'est absolument pas omnipotent, qu'il est déchiré de contradictions, que la panique règne derrière son imposante façade. Si le Parti bolchevik n'avait pas réussi à mener à bien ce travail, on ne pourrait même pas parler de révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution, et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres dont le leitmotiv aurait été que seuls des visionnaires impénitents, pouvaient rêver en Russie de la dictature d'un prolétariat si faible numériquement et si peu mûr. (Léon Trotsky, Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? 1939, La Révolution espagnole, Minuit, p. 561-562)

Notre document de 2003 a bien des défauts. En tout cas, s'il ne « prend pas en considération » l'arriération des travailleurs, il est en bonne compagnie. Peu de documents programmatiques s'y attardent. Par exemple, le *Manifeste du parti communiste* ne s'en prend guère aux ouvriers qui vont aux cérémonies religieuses, qui font travailler leurs enfants ou qui boivent trop d'alcool. Vous faites grand cas du *Programme de transition* dans votre lettre, mais vous semblez négliger le mode d'emploi qu'a fourni son auteur à ses camarades de la section américaine, le SWP :

Le programme doit exprimer les tâches objectives des travailleurs plutôt que référer leur arriération politique. (Léon Trotsky, L'Arriération politique des travailleurs américains, 1938, Discussions sur le programme de transition, LC, p. 20) ; Le problème n'est pas l'état d'esprit des masses, mais la situation objective, et notre travail est de mettre le matériel des masses en face de tâches qui sont déterminées par les faits objectifs et non par leur psychologie. (Léon Trotsky, Discussion sur le parti ouvrier, 1938, Œuvres t. 17, ILT, p. 282)

Tout se résume à la question de la direction, à la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle internationale.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GB, p. 6)

14. Pour l'alliance du prolétariat, des autres travailleurs et de la jeunesse en formation

Vous avez parfaitement raison de relever qu'une position correcte sur la Bolivie exige de répondre à la question agraire. En particulier dans des pays comme le Pérou ou la Bolivie, la question de l'alliance avec la paysannerie reste essentielle.

Nous devons promouvoir un "front unique" avec les organisations étudiantes et paysannes. (Léon Trotsky, Discussions sur la Chine, 1935, Œuvres t. 6, EDI, p. 109)

L'accumulation du capital aboutit, à l'échelle mondiale, à poser à chaque fois la contradiction principale de notre époque à un échelon plus élevé, plus de capital contre plus de prolétariat. À l'échelle mondiale, une des

conséquences les plus importantes est l'affaiblissement numérique de la petite-bourgeoisie traditionnelle (en particulier les paysans) et le renforcement numérique de la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens, etc.). Dans les pays avancés, les besoins de l'exploitation et de la cohésion sociale, ainsi que la pression des couches intermédiaires et du prolétariat pour l'instruction et la qualification, aboutissent à une situation nouvelle : une majorité de la jeunesse se forme au lieu d'être immédiatement exploitée.

Cependant, les formations sociales du début du 21^e siècle portent des marques du déclin du capitalisme : énorme armée de réserve de l'économie (chômeurs) et déclin des effectifs industriels dans les pays impérialistes, multiplication des professionnels des corps de répression (armée, police, gardiens de prison, milices privées...) et de certaines couches petites-bourgeoises (professions libérales et surtout cadres dans les pays avancés, travailleurs indépendants dans les villes des pays dominés).

La conservation artificielle des couches petites-bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales. Au contraire, elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante du pourrissement du capitalisme. (Léon Trotsky, 90 ans de Manifeste communiste, 1937, Œuvres t. 15, ILT, p. 235)

Les communistes doivent trouver des mots d'ordre pour répondre à cette situation : Alliance ouvrière et populaire ? Alliance de tous les travailleurs (salariés, indépendants et en formation) ? En tout cas, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier *et paysan* n'a plus de sens dans les pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Océanie et d'Asie où il y a désormais plus d'étudiants et même d'ingénieurs ou de médecins que de paysans travailleurs.

15. Il y a un seul peuple opprimé en Palestine

Nous trouvons absolument nécessaire d'ajouter que nous préconisons conjointement les pleins droits des travailleurs israéliens-juifs et que les travailleurs israéliens-juifs et palestiniens doivent combattre en commun contre leurs régimes réactionnaires respectifs et contre l'impérialisme mondial.

Sauf problème de traduction, cette symétrie entre travailleurs palestiniens et juifs censés lutter contre *leur* régime réactionnaire respectif est fallacieuse. Certains ont tous les droits, d'autres n'en ont aucun. Elle débouche sur la solution des « deux Etats » de l'ONU et des puissances impérialistes.

Le Collectif convient que les mots d'ordre transitoires, voire des mots d'ordre démocratiques, joueront un grand rôle dans la mobilisation des masses sous hégémonie du prolétariat. C'est justement pourquoi ne nous ne mettons pas sur le même plan un *Etat oppresseur* (Israël) et un *peuple opprimé* (les Arabes de la Palestine). Aucun char palestinien n'a jamais été vu sur le territoire d'Israël, alors que l'armée sioniste sillonne toute la Palestine, y compris les ghettos de l'Autorité palestinienne, y terrorise les Arabes, détruit leurs cultures, leurs infrastructures et leurs habitations. S'il est vrai que seul le prolétariat du Proche-Orient peut résoudre la question nationale, les travailleurs juifs d'Israël ne peuvent y jouer pleinement leur rôle que *s'ils parviennent à rompre avec le nationalisme juif*, alors que les travailleurs palestiniens doivent se porter à *la tête de la lutte contre l'oppression nationale* dont sont victimes les Arabes de Palestine (ceux d'Israël et des Territoires) et les réfugiés palestiniens. Le Collectif ne cache pas qu'il est pour la destruction de l'Etat colonial, relais de l'impérialisme américain dans la région, comme condition préalable d'une Palestine où les Juifs athées ou israélites auront le droit de vivre tout autant que les Arabes athées, musulmans ou chrétiens dans le cadres de la fédération socialiste du Proche-Orient.

Le Collectif révolution permanente soutient que seule l'unité des travailleurs de toute la région autour des Palestiniens opprimés dans Israël, dans les Territoires et dans les camps de réfugiés ouvrira la possibilité d'une Palestine tant pour les Juifs que les Arabes, laïque, démocratique et socialiste, qui ne sera viable qu'au sein de la fédération socialiste du Proche-Orient. (Libération des militants du FPLP ! 2006)

Le Collectif récuse toute adaptation aux bourgeoisies impérialistes et à leur ONU qui conduit à la justification de l'Etat colonial d'Israël, toute adaptation à l'islamisme réactionnaire sous prétexte de front uni anti-impérialiste avec la bourgeoisie palestinienne et les régimes arabes (ou perse) du voisinage.

16. L'Assemblée constituante peut se transformer en nœud coulant autour du cou du prolétariat

Faisant pendant -selon nous- au thème de la conscience de la classe ouvrière votre position sur l'Assemblée constituante. Naturellement, nous la repoussons comme stratégie mais dans certaines situations elle est une tactique bonne et nécessaire. En Bolivie, vous l'avez repoussée parce que visiblement vous partiez de ce que la grande majorité des masses boliviennes avaient déjà rompu avec le réformisme et que la revendication d'assemblée constituante ne pourrait que les éloigner de la lutte pour le pouvoir. Quelques camarades du GRA ne voient pas les choses ainsi. Selon leur estimation les masses opprimées et exploitées de Bolivie qui vivent de façon isolée et extrêmement dispersée ont certes fait preuve d'énergie révolutionnaire mais n'ont pas encore rompu avec des illusions réformistes essentielles. La tactique de la constituante révolutionnaire aurait été pour ces camarades une possibilité de guérir les masses de leurs illusions réformistes.

Les réformistes et les centristes aiment rappeler que Luxemburg avait critiqué la dissolution de l'Assemblée nationale par le Parti bolchevik. Ils oublient que, elle-même confrontée au nœud coulant démocratique que les dirigeants du SPD serraient autour du cou du prolétariat allemand et des conseils ouvriers, elle a écrit peu avant son assassinat par le gouvernement social-démocrate :

L'Assemblée nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'Etat bourgeois. Celui qui, aujourd'hui, recourt à l'assemblée nationale, celui-là veut, consciemment ou inconsciemment, faire reculer la révolution jusqu'au stade historique des révolutions bourgeoises ; c'est un agent camouflé de la bourgeoisie... (Rosa Luxemburg, L'Assemblée nationale, 1918)

Le mot d'ordre temporaire d'Assemblée nationale ou constituante n'a de sens que dans les circonstances où la masse de la population, en particulier la majorité des petits-bourgeois, se voit dénier tout droit de peser sur la vie politique officielle par l'opresseur étranger ou par un régime autochtone autoritaire :

Le mot d'ordre d'assemblée nationale -ou constituante- conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale, 1938, GB, p. 33)

Le socialisme ne résulte pas de la démocratie bourgeoise, comme l'ont hasardé à plusieurs reprises Ted Grant ou Peter Taaffe, mais du pouvoir des soviets :

À une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, et par la nature de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale, 1938, GB, p. 33)

L'Assemblée constituante est utilisée par le gouvernement du MAS pour empêcher l'émergence d'organes soviétiques comme l'Assemblée populaire indigène d'El Alto et la Coordination de Cochabamba de juin 2005.

Les épigones suivent les nationalistes bourgeois et les réformistes qui transforment les mots d'ordre démocratiques, qui ne peuvent être que conjoncturels, en nœud coulant autour du prolétariat comme en France en 1945, au Brésil en 1985 et en Bolivie en 2006. Par exemple, la LCR France, qui a rejeté ouvertement la dictature du prolétariat, qui a voté pour Chirac en 2002, qui a mené campagne pour le Non au référendum de l'Union européenne avec le PCF et le parti chauvin MRC, approuve l'Assemblée constituante :

Le succès électoral d'Evo Morales est le fruit de mobilisations populaires boliviennes pour la nationalisation des hydrocarbures et des ressources naturelles, pour la défense et l'industrialisation de la production des feuilles de coca, pour une politique économique souveraine envers les impérialismes états-unien et européen, pour une société démocratique fondée par une nouvelle Assemblée Constituante. (LCR, Communiqué, 19 décembre 2005)

Le PT France, une secte social-chauvine qui ne défend pas le droit d'entrer des travailleurs immigrés, qui a mené campagne contre la constitution européenne avec le MRC, est pour l'assemblée constituante, en France comme en Bolivie :

Bolivie : Ni élections anticipées, ni succession. Assemblée constituante souveraine, nationalisation du pétrole et du gaz ! (Informations Ouvrières, 23 juin 2005)

De même, le SWP Grande-Bretagne, qui a été l'organisateur du Forum social européen de Londres en octobre 2004 avec le maire social-démocrate Ken Livingstone et qui est engagé dans la constitution d'un front populaire (Respect) dans son propre pays, soutient l'assemblée constituante du gouvernement bourgeois de Bolivie.

Le MAS doit maintenant transformer ses propositions en réalités, en assurant la croissance et en respectant ses promesses : nationalisation des vastes réserves d'hydrocarbures, réforme agraire, élimination de la corruption, investissements massifs dans l'éducation et la culture, et organisation d'une assemblée constituante prévue pour août 2006. (Socialist Worker, 7 janvier 2006)

WP Grande-Bretagne suit sa maison-mère :

L'Assemblée constituante peut être un outil puissant pour balayer les privilèges, la corruption, la constitution anti-démocratique, etc. (Workers Power, mai 2006)

Que de vertus prêtent la LCR et le PT, le SWP et WP, à un simple changement de la façade de l'Etat bourgeois ! Dans un pays où les libertés démocratiques sont rétablies depuis 1982, où les masses ont chassé un président élu et ont tenté de mettre sur pied des organes soviétiques, l'assemblée constituante n'est rien d'autre qu'une tentative de diversion de la part du gouvernement bourgeois.

Le Collectif a effectivement repoussé le mot d'ordre d'Assemblée constituante en Argentine en 2001, en Bolivie en 2003 ou en 2005, en Equateur en 2005, mais pas parce qu'il estimait que les « masses ont rompu avec le réformisme ». Nous avons tenté de prendre en compte la situation concrète, la mobilisation réelle des masses.

D'une part, les libertés démocratiques, dont le droit de choisir les députés, d'adhérer à des partis politiques, existaient dans ces trois pays. D'autre part, la mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes et petites-bourgeoises s'est heurtée, non au régime fasciste ou à une monarchie absolue, mais à *la démocratie bourgeoise*, aux organismes qui résultaient du suffrage universel, en chassant le président élu.

Le parti doit se souvenir que, par rapport à son objectif principal (la conquête du pouvoir les armes à la main), les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique. (Léon Trotsky, *La Question chinoise après le 6^e congrès de l'Internationale communiste*, 1928, Œuvres t. II, ILT, p. 295)

Les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.), ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne !). (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième internationale*, 1938, GB, p. 37)

La capitulation des épigones sur l'Assemblée constituante en Bolivie est liée à leur perspective de soutien des secteurs de la bourgeoisie.

17. Pourquoi garder une formulation qui a débouché sur des catastrophes depuis plus de 80 ans ?

Curieusement, alors que vous insistez beaucoup sur la nécessité de corriger le caractère suranné de la formule de 1938 sur les forces productives, vous restez respectueux d'une formule qui remonte au moins à 1922, alors qu'elle s'est révélée dépassée du temps même de la 3^e Internationale et qu'elle a servi ultérieurement à couvrir les pires errements des épigones et a joué un rôle prépondérant dans la destruction de la 4^e Internationale.

Nous sommes d'accord avec vous que la 4^e Internationale et ses épigones ont passé de très nombreuses alliances sans principe avec des parties de la bourgeoisie nationale dans le monde impérialiste en se référant en cela à la tactique de FUA de Lénine. Mais ce n'est encore pour nous aucune preuve que le FUA était absolument faux. Nous n'avons jusqu'ici trouvé aucun passage où Trotsky après 1927 se réfère en positif ou en négatif à la tactique de FUA. Que cette tactique ait eu dès le tout début déjà une fausse trajectoire et doive donc être rétrospectivement rejetée ou qu'elle demeure fondamentalement juste même si sa réalisation était hautement improbable et sera de plus en plus invraisemblable demeure une question ouverte pour nous.

La 3^e Internationale a hésité sur la stratégie dans les pays arriérés, en particulier sur les alliances de classes, abordée lors du 2^e congrès de l'IC (1920), du 1^{er} congrès des peuples d'Orient (1920) et du 4^e congrès de l'IC (1922).

Comprenant, sur l'insistance de Lénine, le caractère révolutionnaire du mouvement des peuples des colonies et des autres pays dominés, l'Internationale communiste projette la stratégie victorieuse du Parti bolchevik en Russie à l'échelle mondiale comme une alliance du prolétariat d'Europe avec les paysans des pays d'Asie.

*Il est particulièrement important de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme. Il faut s'efforcer de conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire, en unissant partout où cela est possible les paysans et tous les exploités dans les soviets, et par là même réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire des paysans en Orient... (Thèses sur les questions nationale et coloniale, 2^e congrès de l'IC, 1920, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, p. 32)*

Mais cela laisse ouverte la question de l'orientation à pratiquer *au sein des pays dominés*. Lors des débats de la 3^e Internationale, Lénine accepte une stratégie différente de celle qu'il avait préconisée en Russie de plus en plus clairement à partir de 1903 : la révolution démocratique sera conduite par un bloc entre classe ouvrière et paysannerie, il faut récuser toute alliance avec la bourgeoisie « libérale » russe. Lénine part de la faiblesse des noyaux communistes et de la débilité du prolétariat dans ces pays.

*Nous avons ici pas mal de représentants du mouvement révolutionnaire des pays capitalistes avancés et des pays arriérés. Ce n'est qu'un petit commencement, mais l'essentiel est qu'il y ait un commencement. L'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat... (Vladimir Lénine, *Rapport sur la situation mondiale et les tâches de l'IC*, 2^e congrès de l'IC, 1920, Progrès, p. 239)*

Lénine en déduit la nécessité d'une alliance *avec la bourgeoisie nationale* :

*L'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés... (Vladimir Lénine, *Ebauche de thèses sur la question nationale*, 1920, Progrès, Œuvres t. 31, p. 151)*

Il se heurte à Manabendra Nath Roy (Inde) qui dit :

La rupture dans les pays coloniaux entre le mouvement démocratique bourgeois dirigé par la bourgeoisie et le mouvement des ouvriers et des paysans pauvres s'aggrave sans cesse. Le premier essaie de contrôler l'autre. L'IC doit s'opposer à ce contrôle... (L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, Mouton, p. 32)

Le résultat du débat est plutôt confus. Certains aspects parmi les plus contestables du projet de thèses de Lénine sont atténués. Ainsi, elles sont adoptées par le 2^e congrès à l'unanimité en même temps que les « thèses complémentaires » de Roy qui sont plus contradictoires que complémentaires, sur proposition de Henk Sneevliet (Indonésie). Le caractère faux des positions de Lénine se vérifie rapidement en Turquie, où le mouvement nationaliste bourgeois assassine en 1921 Mustafa Suphi, le délégué au 1^{er} congrès de l'IC et massacre toute la direction du jeune Parti communiste.

Entre le 3^e et le 4^e congrès de l'IC, le KPD et la direction de l'IC adoptent la tactique du « front unique ouvrier » à partir de l'expérience allemande (et de la révolution russe). Par définition, le front unique *ouvrier* s'oppose à toute alliance avec la bourgeoisie :

La tâche précise de l'IC et de ses sections sera de dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie... Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désirant combattre le capitalisme... (Thèse sur l'unité du front prolétarien, 1922, Les Quatre premiers congrès de l'IC, Maspero, p. 163)

Le 4^e congrès de l'IC adopte des thèses équivoques pour les pays dominés. Au côté de toutes sortes d'affirmations justes, on trouve que la bourgeoisie peut jouer un rôle progressiste en Asie et elles envisagent des alliances du parti ouvrier avec celle-ci, sous le vocable « front unique anti-impérialiste » ou « front uni anti-impérialiste » :

La tâche fondamentale, commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement national saura entraîner dans son cours, après avoir rompu toutes relations avec les éléments féodaux et réactionnaires... De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les sociaux-démocrates, des intérêts du prolétariat, le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. (Thèses générales sur la question d'Orient, 1922, Les Quatre premiers congrès de l'IC, Maspero, p. 175, p. 177)

Si le front unique anti-impérialiste dans les pays retardés est l'équivalent du front unique ouvrier dans les pays avancés et si la forme supérieure du FUIO (comme Trotsky le dira plus tard) est le soviét, quelle est la forme supérieure du FUIAI ? Le FUIAI est la proposition par les partis communistes d'un bloc *politique* au nationalisme *bourgeois* des pays dominés. Le rapporteur de la Commission sur la question d'Orient, Karl Radek, est explicite quand il s'adresse au 4^e congrès :

Le 2^e congrès avait décidé de soutenir le mouvement nationaliste bourgeois dans les colonies : c'était une décision juste et il faut continuer à s'y conformer, malgré la « trahison » de Kemal Pacha en Turquie, qui représente un épisode de la lutte de classe. En Orient, la révolution n'est pas proche et il ne faut pas surestimer les forces révolutionnaires... (L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux, Mouton, 1968, p. 99)

Le « nationalisme bourgeois » se nommait en Chine Guomindang. Les communistes chinois rentrent en 1923 dans le Guomindang. Boukharine et Staline leur donnent en 1926 pour consigne de ne pas créer de soviets, de freiner les paysans et les ouvriers, de ne pas indisposer le Guomindang. En 1927, l'IC fonde une « Alliance anti-impérialiste » à l'échelle mondiale avec le Guomindang ; Jiang Jieshi, le chef du Guomindang, est nommé membre d'honneur de l'IC.

L'écrasement de la révolution prolétarienne en Chine en 1927 et le massacre des militants du PCC par le Guomindang nécessitent une rectification programmatique qu'une partie de l'Opposition russe avait déjà esquissée.

18. La 4^e Internationale lève une ambiguïté de la 3^e Internationale en adoptant la stratégie de la révolution permanente

Depuis 1922, il y a eu une révolution et une contre-révolution en Chine. Vous devez en tenir compte, d'autant que c'est l'acte de naissance de l'Opposition de gauche *internationale*.

Il y avait la Révolution russe. C'est un test. Puis la Révolution chinoise. C'est par là que nous avons commencé. (Léon Trotsky, Discussion sur une éventuelle fusion avec les lovestonistes, 1938, Œuvres t. 18, ILT, p. 195)

Quand Staline et Boukharine inventent le « socialisme dans un seul pays », oublient les recommandations de Lénine et piétinent les garde-fous des quatre premiers congrès de l'IC, régressent dans le menchevisme et se vautrent dans l'alliance avec le Guomindang, Trotsky multiplie les mises en garde contre la soumission à la direction nationaliste, réclame la sortie du Guomindang et la dissolution de l'Alliance anti-impérialiste et tire des leçons essentielles, décisives, de la tragédie de la révolution chinoise :

La révolution chinoise a un caractère national bourgeois... Quelle que soit l'importance relative des éléments « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent par la lutte contre la

bourgeoisie et pas en alliance avec elle. (Léon Trotsky, *La Révolution chinoise et les thèses de Staline*, 1927, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, p. 195)

Si vous êtes d'accord avec cette leçon, qu'est-ce qui reste du « front unique anti-impérialiste » ?

Toute décision de l'IC n'était pas infaillible. Les quatre premiers congrès sont insuffisants sur la démocratie au sein du parti, sur le fascisme, sur l'analyse de l'économie capitaliste, sur les alliances de classe dans les pays dominés... Encore les cadres révolutionnaires avaient-ils l'excuse d'avoir à traiter d'urgence des problèmes pour lesquels Marx et Engels les avaient laissés parfois sans ligne précise. Vous devriez considérer le FUAI, avec l'avantage de 80 ans de recul, comme une formule confuse, anachronique et dangereuse, témoignage d'une étape révolue de notre histoire, et surtout pas comme un mot d'ordre pour aujourd'hui.

Comme pour les textes programmatiques de 1930 à 1940 adoptés par la 4^e Internationale, la référence du Collectif aux quatre premiers congrès de la 3^e Internationale vaut pour sa ligne stratégique de base, pas pour chaque phrase, et surtout pas la tactique démentie par l'histoire du FUAI.

Egalement formaliste est votre déclaration selon laquelle vous trouvez inacceptables les statuts de la Ligue communiste française, qui se solidarisent avec les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. En toute vraisemblance, il n'y a pas un seul camarade français pour penser que toutes les décisions des quatre premiers congrès sont infaillibles et inchangeables. C'est une question de ligne stratégique de base. (Léon Trotsky, *Au comité de rédaction de Prometeo*, 1930, *Writings 1930*, Pathfinder, p. 287, traduction française sur le site MIA)

Après les expériences de l'IC dans les pays dominés, l'Opposition de gauche étend et systématise la stratégie de la *révolution permanente* que Trotsky avait conçue pour la Russie tsariste et qui a été entièrement vérifiée par 1917. Même si l'abandon des thèses erronées de l'IC n'est pas explicite, pour des raisons faciles à comprendre à une époque où les staliniens calomnient les bolcheviks-léninistes et opposent Lénine à Trotsky, le FUAI n'est plus jamais cité par l'Opposition de gauche de l'IC et il est clair, pour qui lit attentivement Trotsky, qu'il l'a abandonné. Le Groupe bolchevik a défié le POR Argentine de trouver une référence au front uni anti-impérialiste dans les documents de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky. Il attend toujours la réponse.

Trotsky, en 1931, établit contre Radek, qui vient de se rallier à la bureaucratie du Kremlin, que la stratégie des bolcheviks d'avant 1917 est désormais dépassée. Pourtant, celle-ci s'opposait à l'alliance avec la bourgeoisie libérale ou démocratique (préconisée par les mencheviks) :

Lénine posait la question d'une alliance des ouvriers et des paysans qui se dresserait irréductiblement contre la bourgeoisie libérale. (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, ch. 3, p. 62)

Si la révolution permanente supplante la formule « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », *a fortiori* elle rend caduc le « front unique anti-impérialiste » qui comporte l'alliance avec la bourgeoisie.

L'Internationale communiste répéta l'expérience des révolutions passées dans une situation historique foncièrement nouvelle et dépensa toute son énergie à soumettre les ouvriers et les paysans chinois à la direction du national-libéral Jiang Jieshi (Tchang Kai-chek) d'abord, à celle du « démocrate » Wang Jingwei (Wang Tin-wei) ensuite... Radek nous ramène loin en arrière, à une creuse abstraction historique, éloignée non seulement de la formule de la révolution permanente, mais aussi de la « dictature démocratique » de Lénine. (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, ch. 3, p. 62)

Un des apports décisifs de Trotsky est que, à l'époque du capitalisme décadent, la classe ouvrière doit se porter à la tête de toute révolution, même dans les pays arriérés où elle est socialement minoritaire.

Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de la libération nationale ne peut être autre que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes... Mais l'alliance entre ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie nationale. (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, Thèses, p. 124)

La 4^e Internationale préconise clairement comme stratégie l'alliance des travailleurs salariés avec les travailleurs indépendants et la jeunesse en formation, sous l'hégémonie du prolétariat :

Il faut distinguer le front unique des actions communes... L'action commune, en particulier une action à court terme, est une chose. Mais la capitulation devant la bourgeoisie, un "front uni" permanent comme le Front populaire français est une autre chose. C'est complètement différent... Nous devons promouvoir un "front unique" avec les organisations étudiantes et paysannes. (Léon Trotsky, *Discussions sur la Chine*, 1935, *Œuvres* t. 6, EDI, p. 109)

Radek a défendu jusqu'en 1927 l'adhésion du PCC au Guomindang et a continué à la justifier ensuite. À partir de 1934, la direction de l'IC et les partis communistes des pays impérialistes ont sombré dans le patriotisme, faisant du stalinisme le jumeau de la social-démocratie et confirmant le diagnostic de l'Opposition de gauche de 1933 : la 3^e Internationale est morte comme organisation révolutionnaire. La bureaucratie de l'URSS, la force sociale qui

contrôle l'IC et qui l'a transformée en un instrument à son service, étend le front uni anti-impérialiste aux pays avancés eux-mêmes, y compris ceux qui ont connu une révolution bourgeoise, sous le nom de *front populaire*. Dans les pays dominés, cette orientation a conduit à de multiples défaites le prolétariat qu'elle soumet à la bourgeoisie nationale : Grèce 1944, Iran 1953, Irak 1958, Indonésie 1965, Jordanie 1970, Chili 1973, etc.

L'apport du programme de 1938 ne se borne pas aux revendications transitoires. Au delà, il réfute le front populaire pour les pays arriérés (donc le front unique anti-impérialiste) comme pour les pays avancés et il actualise et améliore la stratégie de la révolution mondiale en intégrant la question de l'Etat ouvrier dégénéré (*révolution politique*) et en clarifiant la nature de classe de la révolution dans les pays arriérés (*révolution permanente*).

Le poids spécifique des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leurs liens mutuels et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et les conditions propres de chaque pays arriéré, pour une part considérable par le degré de son retard. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la révolution permanente. (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938, GB, p. 33-34)

De même, le manifeste de 1940 s'oppose au front unique anti-impérialiste, à tout bloc politique avec la bourgeoisie :

La lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire sur la route qui va plonger les pays arriérés dans la révolution socialiste internationale. La 4^e Internationale ne dresse pas de cloison étanche entre pays arriérés et avancés, révolution démocratique et socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression, sociale ou nationale, est celui de la révolution permanente. (Léon Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940, GB, p. 22-23)

19. En 1922, le front unique anti-impérialiste était une erreur ; en 1951, c'était un crime

Mais, en 1951, la direction de la 4^e Internationale elle-même révisé le programme au 3^e congrès de la QI. Elle passe en 1952 à la liquidation de l'internationale, avec l'expulsion de la section française, qui s'était opposée, avant le 3^e congrès, à ses déviations, et avec le soutien du Secrétariat international à des fractions pro-staliniennes dans la section britannique et la section américaine.

Le secrétariat international de Pablo-Mandel-Maitan-Frank-Posadas considère que la bureaucratie stalinienne, ou au moins une fraction décisive de celle-ci, est apte à se réformer et à adopter le « trotskysme », ce qui rend superflues la construction de partis ouvriers révolutionnaires de type bolchevik. Dans les pays où la bureaucratie usurpe le pouvoir de la classe ouvrière (Yougoslavie, Chine, Europe de l'Est et URSS), la révolution politique, la perspective du renversement de la bureaucratie par la classe ouvrière est de fait abandonnée. Dans les pays où domine le parti stalinien, le SI enjointra aux sections de le rejoindre. Dans les pays dominés, en particulier en Amérique latine où existent un certain nombre de sections, cela signifie l'adaptation à la politique des staliniens, aux fronts populaires.

Au 3^e congrès de la 4^e Internationale, en 1951, ses dirigeants Pablo et Mandel régressent dans le « front unique anti-impérialiste », c'est-à-dire l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie nationale, contre la stratégie de la révolution permanente qui était la base programmatique explicite de l'internationale bolchevik-léniniste. Comme Pablo ne peut procéder ouvertement à cette étape, il emmêle des phrases orthodoxes à l'affirmation -hésitante ou dissimulée- d'une orientation qui le conduira à devenir le conseiller du gouvernement bourgeois algérien. La manœuvre est la suivante :

1. Pablo appelle à des alliances *passagères* avec les mouvements anti-impérialistes de la *petite-bourgeoisie*, ce qui est en effet possible, voire nécessaire, dans certains cas :

Le prolétariat et son parti pourront être amenés à conduire des alliances passagères avec tel ou tel mouvement de la petite-bourgeoisie pour des buts limités et précis d'action commune. (Résolution sur l'Amérique latine, 1951, *Les Congrès de la 4^e Internationale* t. 4, La Brèche, p. 284)

2. Puis il présente frauduleusement des mouvements nationalistes *bourgeois* (APRA, MNR) comme petits-bourgeois :

Ce qui nous distingue du passé, ce qui fait la qualité de notre mouvement actuel et qui constitue le gage le plus sûr de nos victoires futures, c'est notre capacité croissante de comprendre, d'apprécier le mouvement des masses tel qu'il existe... et de chercher à trouver notre place dans ce mouvement... C'est le cas par exemple en Amérique latine où le mouvement des masses anti-impérialiste et anticapitaliste prend souvent des formes confuses, sous une direction petite-bourgeoise, comme au Pérou avec l'APRA, comme en Bolivie avec le MNR, ou même bourgeoise comme au Brésil avec Vargas, comme en Argentine avec Perón. (Michel Pablo, *Rapport au 3^e congrès*, 1951, *Les Congrès de la 4^e Internationale* t. 4, La Brèche, p. 99)

3. Ce qui permet d'introduire l'alliance avec la bourgeoisie, le front populaire contre lequel la 4^e Internationale a été fondée, sous l'étiquette de « front unique anti-impérialiste » plus acceptable pour un

congrès de la 4^e Internationale, onze ans seulement après l'assassinat de Trotsky.

En Bolivie, notre section... s'efforcera d'influencer l'aile gauche du MNR... Elle préconisera une tactique de front unique anti-impérialiste envers l'ensemble du MNR... (Résolution sur l'Amérique latine, 1951, Les Congrès de la 4^e Internationale t. 4, La Brèche, p. 290)

Une des plus graves faiblesses du Comité international de la QI, la fraction fondée en 1953 par les sections qui avaient résisté au pablisme, fut son incapacité à remettre en cause cette révision de 1951 et à tirer les leçons de son application en Bolivie en 1952. Sous la direction de Pierre Lambert, le PCI France l'a adoptée envers le mouvement nationaliste algérien (MNA) dans la deuxième moitié des années 1950. Sous la direction de Gerry Healy, le WRP Grande-Bretagne l'a appliquée avec les régimes nationalistes bourgeois du Proche-Orient à la moitié des années 1970. Aujourd'hui encore, la quasi-totalité des courants qui se réclament de la 4^e Internationale et du trotskysme revendiquent le « front unique anti-impérialiste », dont le CRI France et la L5I (ex-LICR).

Or, l'introduction en contrebande du *front populaire* sous l'étiquette hypocrite de front unique anti-impérialiste a servi à couvrir de véritables trahisons du prolétariat au nom de la 4^e Internationale. Le pablisme reproduit pour la Bolivie, l'Argentine, le Pérou, le Sri Lanka, l'Algérie... la politique de la social-démocratie et du stalinisme. Durant les révolutions boliviennes de 1952 et de 1971, cette révision programmatique et cette régression historique ont débouché sur la subordination du prolétariat à la bourgeoisie, identique à la politique stalinienne.

20. Le front unique anti-impérialiste en pratique est toujours le front populaire

En pratique, la ligne de Pablo et Mandel dépassera, dans son objet et dans le temps, les « *alliances passagères pour des buts limités et précis* », elle s'étendra rapidement à des nationalismes reconnus par la résolution de 1951 comme bourgeois, comme le Mouvement justicialiste d'Argentine. Deux groupes argentins participent au 3^e congrès, la section reconnue par le SI, le GCI dirigé par Posadas, et le POR dirigé par Moreno. La délégation du POR, qui comprend Moreno, fait une autocritique :

Les deux délégués du POR font une autocritique : la direction de notre parti a été contre le mot d'ordre de front unique anti-impérialiste... (Déclaration du POR argentin à la Commission latino-américaine, 1951, Les Congrès de la 4^e Internationale t. 4, La Brèche, p. 298)

Ainsi inspiré par le 3^e congrès, le POR allait se ranger sous le drapeau du nationalisme bourgeois. Toute sa carrière, Moreno allait bâtir des « partis larges », se réclamant de Perón, puis du castrisme.

La grève générale de 1953 en Allemagne de l'est et la révolution en Hongrie de 1956 comme la révolution en Bolivie de 1952 ont rapidement prouvé la faillite du pablisme. Le POR Bolivie avait une base ouvrière, une tradition, une influence. Il a joué un grand rôle dans l'insurrection d'avril 1952. Une révolution conduite par un parti bolchevik-léniniste était à portée de main en Bolivie. Elle aurait changé la situation de toute l'Amérique latine, aurait remis sur la voie du programme la 4^e Internationale et lui aurait donné une impulsion dans le monde entier... Mais, contre toutes les leçons du bolchevisme, contre la révolution permanente, le POR a donné son soutien au gouvernement bourgeois MNR de Paz, le POR s'est aligné sur « l'aile gauche » de Lechín du parti nationaliste bourgeois qui contrôlait la nouvelle centrale ouvrière, la COB, et était ministre du gouvernement bourgeois.

Le gouvernement petit-bourgeois, grâce aux circonstances, a la possibilité de se transformer en gouvernement ouvrier et paysan. (Lucha Obrera, journal du POR, 25 mai 1952, cité par José Villa, La Revolución de 1952, Poder Obrero, 1992)

Le Parti ouvrier révolutionnaire soutiendra l'aile gauche du MNR dans sa lutte contre la droite du parti... (Lucha Obrera, 11 novembre 1952, cité par José Villa)

La classe ouvrière doit activement intervenir dans la formation du nouveau gouvernement. (Lucha Obrera, 11 novembre 1952, cité par José Villa)

L'entièreté de la lutte est centrée sur le mot d'ordre : contrôle total de l'Etat par l'aile gauche du MNR. (BP du Parti ouvrier révolutionnaire, 23 juin 1953, cité par José Villa)

Par conséquent, la bourgeoisie bolivienne, grâce au MNR, aidé par son aile gauche, elle-même flanquée du POR, a conservé le contrôle de la situation, a reconstitué son armée et a pu rétablir l'ordre. Le POR a éclaté de 1953 à 1956, une bonne partie de ses cadres se ralliant au MNR. En 1971, ce qui restait du POR a misé sur des généraux pour armer le prolétariat. Après l'écrasement de la classe ouvrière, Guillermo Lora, l'indécrottable partisan du FUAI, a adhéré à un bloc politique avec les staliniens et des nationalistes bourgeois opposés à la dictature de Banzer, bref un front populaire.

En 1956, le POR Pérou soutint avec le parti stalinien la candidature de Belaúnde présentée par le Front national des jeunes démocrates qui fonde le parti bourgeois Acción popular. Il sera plus tard deux fois président. Quant à ce qui restait du POR, il allait devenir un adepte castriste de la guérilla paysanne sous le nom de FIR. En 1985, l'organisation sœur de la LCR s'est dissoute dans le PUM qui a appelé à voter pour le réactionnaire Fujimori en 1990.

Le LSSP Sri Lanka (Ceylan), qui avait une base ouvrière importante, a lui aussi appliqué le front uni anti-impérialiste. En 1956, il apporta son soutien critique au SLFP bourgeois quand il accéda au pouvoir. En 1960, le LSSP soutint de nouveau le SLFP lors des élections. En 1964, le LSSP rentra dans le gouvernement bourgeois. La plus importante section d'Asie était liquidée.

L'alliance avec les bourgeoisies d'Asie que préconisait Lénine en 1920 au 2^e congrès de l'IC dans les pays dénués de véritable classe ouvrière, formalisée sous l'appellation de « front unique anti-impérialiste » par Radek en 1922, s'est révélée une impasse historique : les bourgeoisies des pays dominés n'ont pas plus de rôle révolutionnaire que celle de la Russie en 1905 ou en 1917. En outre, le développement des forces productives que vous invoquez a renforcé numériquement le prolétariat dans beaucoup d'anciennes colonies ou semi-colonies : Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Corée du Sud...

Feu Nahuel Moreno a fini par mettre en cause la révolution permanente, comme feu Tony Cliff avant lui. En pratique, le SWP cliffiste a soutenu la réaction musulmane dans les pays dominés à plus d'une reprise. Dans son propre pays, il participe à un parti nationaliste petit-bourgeois (SSP) en Ecosse et il a mis sur pied lui-même une coalition de front populaire (Respect) en Angleterre avec une organisation musulmane (MAB) et un dirigeant réformiste partisan du contrôle de l'immigration et anti-avortement (Galloway).

L'adoption par la LICR du « front unique anti-impérialiste » a conduit WP et sa L5I à l'adulation du Forum social, comme le SWP et sa TSI, et sur une politique de pression sur le front populaire au pouvoir au Brésil :

La classe ouvrière brésilienne, les pays sans terre et les petits agriculteurs doivent être soudés dans une force irrésistible pour forcer le gouvernement Lula à sortir du chemin de l'esclavage au FMI et à ses soutiens locaux, vers la confrontation avec le capitalisme brésilien. (Fifth International n 2, p. 91)

La L5I nourrit l'espoir grotesque de voir le gouvernement PT-PSDB-PDT-PRB conduire « confrontation avec le capitalisme ».

Luiz Inacio Lula da Silva est candidat à sa propre succession... M. Lula da Silva sera accompagné du même vice-président, José Alencar, du Parti républicain brésilien, lié aux évangélistes. (Le Monde, 26 juin 2006)

La L5I donne pour horizon à la classe ouvrière de faire pression sur un gouvernement bourgeois. Elle marche sur les traces de la GR, du POUM, du LSSP, du MIR et de bien d'autres dont la fausse 4^e Internationale qui a un ministre au sein même du gouvernement Lula-Alencar. Au schibboleth du front populaire, la L5I se révèle être une variante du centrisme et du révisionnisme. Sa ligne de « front populaire de combat » (Marceau-Pivert) est antagonique au programme, qui propose quant à lui la rupture avec la bourgeoisie.

L'accusation capitale que la 4^e internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre de la bourgeoisie.... De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». (Léon Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GB, p. 31-32)

Camarades du GRA, si vous êtes fidèles au programme, si vous rejetez le front populaire, finissez-en avec l'héritage des liquidateurs de la 4^e Internationale, avec une formule qui justifie les blocs avec la bourgeoisie ! Le prolétariat du Venezuela et celui de Bolivie ont besoin d'un programme clair, pas de régression ni de confusion.

CONCLUSION

21. Propositions pour un travail commun et pour un regroupement principal

Comme but prioritaire d'un courant international souple, nous voyons l'élaboration progressive de documents programmatiques comme base d'une uniformisation politique croissante. Des résolutions actuelles et politiques communes ne viendraient par contre qu'en second rang. Cela signifie, pour nous, petit groupe nouvellement fondé, que nous voulons clarifier dans la discussion internationale avec vous d'abord des questions programmatiques et que nous ne serions prêts qu'à partir d'un certain accord politique à élaborer des résolutions politiques actuelles.

Votre attitude est positive. Cependant, votre opposition entre « documents programmatiques » et « résolutions actuelles et politiques » est formaliste et artificielle.

Une plate-forme ou un programme, c'est quelque chose qui vient en général en résultat d'expériences étendues à partir d'activités communes sur la base d'un certain nombre d'idées et méthodes communes.... L'Opposition de gauche a créé sa plate-forme la cinquième année de sa lutte... elle a aussi été dépassée à plusieurs égards. Léon Trotsky, Au comité de rédaction de Prometeo, 1930)

Les documents programmatiques ne sont pas des textes qui se réduisent à de l'histoire et à de la théorie. Certes, ils font appel à l'histoire et à la théorie, mais pour tirer les leçons des problèmes récents et actuels de la lutte des classes mondiales, pour formaliser l'accord sur les événements et les tâches du moment. D'ailleurs, le GRA se délimite présentement des grantistes et d'autres courants opportunistes pseudo-trotskyistes sur un problème politique actuel, la lutte des classes au Venezuela.

Qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion est une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est le programme du parti. (Léon Trotsky, Compléter et appliquer le programme, 1938)

Nous avons répondu avec franchise à votre lettre. Pour résumer :

1. Le programme se définit par l'attitude commune des révolutionnaires envers les principaux problèmes de la lutte des classes mondiale.
2. Notre époque est celle de la décadence du mode de production capitaliste, ce qui n'exclut pas des phases d'expansion économique. La révolution socialiste mondiale est nécessaire pour développer les forces productives de l'humanité qui sont entravées par les rapports de production capitalistes et les frontières nationales archaïques.
3. La bourgeoisie ayant achevé depuis longtemps son rôle révolutionnaire, le programme des communistes du 21^e siècle doit rejeter le front uni anti-impérialiste et toute perspective d'alliance avec cette classe, conformément aux leçons de la lutte des classes depuis un siècle.
4. L'obstacle principal à la révolution socialiste réside dans les directions actuelles des masses, pas dans l'arriération subjective du prolétariat. La tâche des communistes est de construire une nouvelle direction.
5. Les revendications démocratiques sont parfois utiles, les revendications transitoires sont indispensables, mais elles ont pour but la prise du pouvoir, elles sont subordonnées à la dictature du prolétariat.

Si vous êtes d'accord avec ces conclusions, nous avons des positions suffisamment proches pour envisager de travailler dans un cadre international commun, à l'édification d'une internationale ouvrière révolutionnaire. Nous avons, vous et nous, une responsabilité importante après une période de recul objectif et subjectif.

Le rétablissement du capitalisme en Russie en 1991 constitue une défaite colossale du prolétariat mondial, dont l'avant-garde subit également les conséquences. Vraisemblablement, pour quelques années encore, seuls des groupes ou des fractions réduites se tourneront vers le programme. Notre capacité à rassembler les communistes, dans ces circonstances difficiles, sera décisive pour fournir un cadre à la nouvelle génération qui n'a pas subi ces défaites et qui se lève dans tous les continents pour combattre l'oppression et l'exploitation : le mouvement des travailleurs latinos aux Etats-Unis, les protestations massives contre l'agression impérialiste envers l'Irak en Europe de l'Ouest, les soulèvements populaires dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, la mobilisation contre Aznar et les locaux du PP en Espagne, les récents mouvements étudiants en Italie, en France, au Chili et en Grèce sont annonciateurs de la vague révolutionnaire à venir.

Le Collectif est prêt, malgré les obstacles linguistiques, à vous rencontrer, comme vous le proposez, dans les meilleurs délais et à l'endroit de votre choix pour discuter des textes suivants :

- Les Thèses du GRA sur la 4^e Internationale,
- Le Manifeste pour les Etats-Unis socialistes d'Europe du Collectif,
- La lettre du GRA au Collectif,
- La réponse ci-dessus du BP.

Si notre réponse vous satisfait et si la rencontre est positive, nous proposons que :

- a) La direction du GRA élabore avec le BP du Collectif les prochaines déclarations sur les grands événements internationaux, en particulier le Venezuela ;
- b) Les groupes du Collectif soient invités à la prochaine conférence du GRA et que les groupes du Collectif invitent le GRA à leur conférence ;
- c) Les *Thèses sur la 4^e Internationale* du GRA servent de base à une discussion très ouverte de six mois de telle manière que chaque groupe (Autriche, Etat espagnol, Pérou, Grèce, France) et chaque membre d'une direction nationale puisse contribuer librement ;

Ainsi nous remplirons les conditions d'une participation des bolcheviks-léninistes d'Autriche à une élaboration (incluant l'élaboration d'une analyse sérieuse de la situation économique mondiale) et à un combat en commun dans un cadre international qui sera démocratique et révolutionnaire.

Bien qu'il s'agisse de part de d'autre de forces réduites, l'adhésion du GRA au Collectif serait un grand pas pour le Collectif et pour le GRA.

Fraternellement,

Le Bureau politique du Collectif